



PROJET D'APPUI À LA PROMOTION DE L'ABANDON DES MUTILATIONS GÉNITALES FÉMININES (MGF) DANS LA RÉGION DU BAFING

RAPPORT
D'ÉVALUATION FINALE

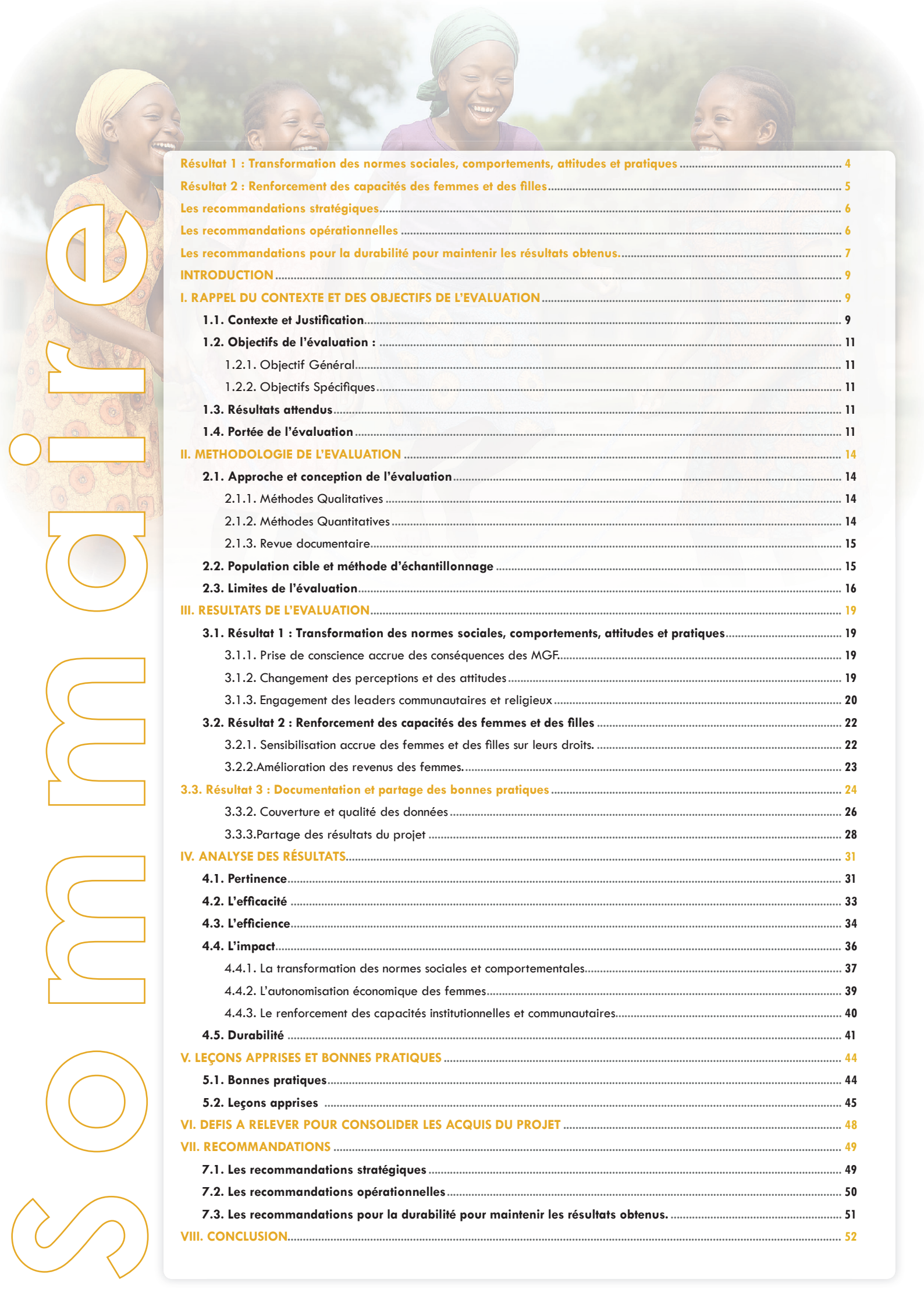
GOUEKAN

Février 2025

Rédigé par:

M. Abdoulaye TOU

M^{me} KARABOUE Mambounou et M^{me} ZOGBE Néné Noura Fatim



Évaluation

Résultat 1 : Transformation des normes sociales, comportements, attitudes et pratiques	4
Résultat 2 : Renforcement des capacités des femmes et des filles	5
Les recommandations stratégiques	6
Les recommandations opérationnelles	6
Les recommandations pour la durabilité pour maintenir les résultats obtenus	7
INTRODUCTION	9
I. RAPPEL DU CONTEXTE ET DES OBJECTIFS DE L'EVALUATION	9
1.1. Contexte et Justification	9
1.2. Objectifs de l'évaluation :	11
1.2.1. Objectif Général	11
1.2.2. Objectifs Spécifiques	11
1.3. Résultats attendus	11
1.4. Portée de l'évaluation	11
II. METHODOLOGIE DE L'EVALUATION	14
2.1. Approche et conception de l'évaluation	14
2.1.1. Méthodes Qualitatives	14
2.1.2. Méthodes Quantitatives	14
2.1.3. Revue documentaire	15
2.2. Population cible et méthode d'échantillonnage	15
2.3. Limites de l'évaluation	16
III. RESULTATS DE L'EVALUATION	19
3.1. Résultat 1 : Transformation des normes sociales, comportements, attitudes et pratiques	19
3.1.1. Prise de conscience accrue des conséquences des MGF	19
3.1.2. Changement des perceptions et des attitudes	19
3.1.3. Engagement des leaders communautaires et religieux	20
3.2. Résultat 2 : Renforcement des capacités des femmes et des filles	22
3.2.1. Sensibilisation accrue des femmes et des filles sur leurs droits.	22
3.2.2. Amélioration des revenus des femmes	23
3.3. Résultat 3 : Documentation et partage des bonnes pratiques	24
3.3.2. Couverture et qualité des données	26
3.3.3. Partage des résultats du projet	28
IV. ANALYSE DES RÉSULTATS	31
4.1. Pertinence	31
4.2. L'efficacité	33
4.3. L'efficience	34
4.4. L'impact	36
4.4.1. La transformation des normes sociales et comportementales	37
4.4.2. L'autonomisation économique des femmes	39
4.4.3. Le renforcement des capacités institutionnelles et communautaires	40
4.5. Durabilité	41
V. LEÇONS APPRISSES ET BONNES PRATIQUES	44
5.1. Bonnes pratiques	44
5.2. Leçons apprises	45
VI. DEFIS A RELEVIER POUR CONSOLIDER LES ACQUIS DU PROJET	48
VII. RECOMMANDATIONS	49
7.1. Les recommandations stratégiques	49
7.2. Les recommandations opérationnelles	50
7.3. Les recommandations pour la durabilité pour maintenir les résultats obtenus.	51
VIII. CONCLUSION	52



ABBREVIATIONS

AVEC : Association Villageoise d'Epargne et de Crédit

CAP : Connaissances, Attitudes, Pratiques

CAD : Comité d'Aide au Développement

FDGE : Fondation Djigui la Grande Espérance

FON : Feminist Opportunities Now

MGF : Mutilations Génitales Féminines

OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Economique

OMS : Organisation Mondiale de la Santé

VBG : Violence Basée sur le Genre



Résumé Exécutif

La Fondation Djigui La Grande Espérance, en partenariat avec FON, a lancé en 2024 le Projet d'appui à la promotion de l'abandon des mutilations génitales féminines dans la région du Bafing. Ce projet vise à sensibiliser et mobiliser les communautés locales pour mettre fin à cette pratique, tout en renforçant la cohésion sociale et l'autonomisation économique des femmes à travers la création et le soutien des Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit (AVEC).

Le projet a été mis en œuvre dans cinq villages de la région : Gouékan, Sougouékan, Ngohisso, Vayasso et Gbénema. Les activités principales comprennent des dialogues communautaires, des causeries-débats, des réunions du cadre de concertation, et la formation de facilitateurs pour animer ces discussions. Parallèlement, les AVEC ont été mises en place pour encourager l'épargne collective et l'accès au crédit, contribuant ainsi à l'autonomisation économique des femmes et à la réduction de leur vulnérabilité aux pratiques traditionnelles néfastes.

Objectifs de l'évaluation :

Cette évaluation finale avait pour objectifs de mesurer :

- La pertinence et l'efficacité des activités
- Les changements dans les connaissances, attitudes et pratiques
- L'impact sur l'autonomisation des femmes et la cohésion sociale
- La durabilité des résultats après la fin du projet.

Méthodologie :

Une approche mixte (quantitative et qualitative) a été utilisée, incluant :

- Une enquête CAP réalisée auprès de 437 personnes (environ 15% de la population cible)
- Des entretiens ont été réalisés avec les autorités administratives, les leaders communautaires et les bénéficiaires.
- Une revue documentaire des rapports d'activités et des évaluations antérieures a été réalisée.

Principaux résultats de l'évaluation

Résultat 1 : Transformation des normes sociales, comportements, attitudes et pratiques

Le projet a réalisé des progrès importants dans ce domaine. L'évaluation note que (i) 94,12% des personnes interrogées ont cité au moins une conséquence néfaste des MGF (contre 7.6% initialement), (ii) 59,95% d'entre elles considèrent désormais que les MGF ne



sont pas indispensables pour la préservation de la culture et (iii) certains chefs de village sont fortement engagés dans la promotion de l'abandon des mutilations génitales féminines avec par endroit l'instauration de sanctions locales (amende et offrandes).

Résultat 2 : Renforcement des capacités des femmes et des filles

Le projet a préconisé le mécanisme de l'AVEC pour renforcer l'autonomisation économique des femmes. Les données recueillies démontrent le succès de cette stratégie. En effet, l'AVEC a mobilisé plus de quatre millions de francs en moins d'un an sur l'ensemble des sites du projet avec 84% de ses membres qui sont des femmes. 88,7% d'entre elles reconnaissent une amélioration de leurs revenus.

L'analyse des critères d'évaluation basée sur les critères du CAD/OCDE permet de conclure :

1. Pertinence : le projet est en adéquation avec les besoins locaux (prévalence des MGF très élevé dans la région du Bafing) et les politiques nationales (la stratégie nationale de lutte contre les VBG). L'approche holistique développée (sociale + économique) a été jugée adaptée au contexte local.

2. Efficacité : en rapport avec les objectifs de départs, le projet a été efficace avec notamment (i) l'amélioration des connaissances sur les MGF, (ii) le changement des perceptions (59,95% des répondants estiment que les MGF ne sont pas indispensables pour la préservation de la culture) et (iii) la mise en place de 5 AVEC composés majoritairement de femme (84%) avec la mobilisation de plus de quatre millions de francs en moins d'un an.

3. Efficience : le projet a été efficace avec une optimisation du budget¹, une maximisation des ressources humaines par l'implication des populations locales dans la mise en œuvre des activités et la réalisation de plus de 100% des activités.

4. Impact : les activités du projet ont produit des changements tangibles au niveau des comportements, attitudes et perceptions des populations. L'évaluation note une réduction des alertes d'excision provenant des sites du projet, un engagement remarquable des leaders communautaires avec pour certains l'instauration d'une amende locale contre les MGF. Il y a aussi une amélioration de la situation économique des femmes membres des AVEC (88,57%).

5. Durabilité : le projet a travaillé à mettre en place des mécanismes capables de garantir la pérennisation des actions. Il s'agit notamment de l'AVEC et du cadre de concertation entre les parties prenantes dont les activités pourraient être reprises par le Conseil de sous-préfecture².

¹-Initialement prévu pour 12 mois, le budget a permis de couvrir les activités sur 16 sans coût supplémentaire.

²-Selon le Sous-préfet de Gouékan



Recommandations :

Les recommandations stratégiques

1. **Étendre la couverture géographique du projet** : cibler les villages non couverts par le présent projet notamment les 3 autres villages de la Sous-préfecture de Gouékan que sont Sodima, Toubaco-Gouékan et Oualou-Gouékan et au-delà pour toucher des villages sanctuaires comme Sinigoro et Mandougou dans la sous-préfecture voisine de Gbêlô.
2. **Plaidoyer national** : utiliser les résultats du projet pour influencer les politiques publiques (aménager des plages horaires pour intégrer des modules sur les MGF dans les programmes scolaires dans les zones à forte prévalence comme la région du Bafing).
3. **Accentuer la collaboration transfrontalière** : travailler avec les autorités administratives de la Guinée voisine pour prévenir l'exfiltration des filles dans les villages voisins³ pour les faire exciser.
4. **Financement durable** : mobiliser des fonds supplémentaires pour prolonger les interventions sur 3 à 5 ans et consolider durablement les changements.

Les recommandations opérationnelles

5. **Élaborer des messages ciblés** : adapter les activités et les messages de sensibilisation aux couches réticentes (femmes âgées, matrones, présidentes des femmes) à travers des visuels, des témoignages de survivantes ou de parents de victimes.
6. **Impliquer davantage les jeunes et les hommes** : la population des sites du projet à l'image de la population ivoirienne et de plus en plus jeune. Impliquer les jeunes à toutes les étapes de la mise en œuvre du projet pourrait faire naître de nouvelles générations outillées et aptes à abandonner les pratiques traditionnelles néfastes dont les MGF.
7. **Installer des comités de veille** : la mise en place de ces comités composés de femmes et de jeunes est nécessaire pour signaler les cas suspects notamment les cas d'exfiltration des filles vers d'autres sites pour les faire exciser.
8. **Impliquer davantage les leaders communautaires** : les chefs de villages, les guides religieux, les leaders des femmes et des jeunes doivent être au cœur des stratégies de sensibilisation. Pour cela, il faut les associer à toutes les étapes de la mise en œuvre du projet.

3-Bien que disposant d'une loi qui réprime les MGF, les villages frontaliers de la Guinée organisent de grandes cérémonies publiques où des dizaines de filles sont excisées dans des forêts consacrées à cet effet. Le taux de prévalence des MGF en Guinée est de plus de 90%.



9. Promouvoir davantage la masculinité positive : organiser des sessions spécifiques à l'attention des hommes et des futurs maris sur les notions de masculinité positives pour en faire des alliés.

10. Renforcer les AVEC : intégrer des formations à l'attention des membres sur la gestion financière, le montage des projets et l'alphabétisation fonctionnelle.

11. Simplifier les outils de collecte : créer des fiches d'activités visuelles pour les facilitateurs analphabètes et les coacher tout au long de la mise en œuvre du projet.

12. Intégrer la prise en charge des survivantes dans les prochaines interventions : établir des partenariats avec les centres de santé et les centres sociaux pour offrir une prise en charge médicale des complications et une prise en charge psychosociale.

Les recommandations pour la durabilité pour maintenir les résultats obtenus.

13. Renforcer les mécanismes locaux de suivi : pérenniser les réunions du cadre de concertation en les intégrant aux réunions du Conseil de sous-préfecture.

14. Renforcer l'autonomisation économique des femmes : transformer les AVEC en coopératives durables avec un accès facilité aux financements.

15. Renforcer l'engagement des leaders communautaires : maintenir la distinction des « hommes-champions » et former les nouveaux chefs sur les conséquences néfastes des VBG et des pratiques traditionnelles néfastes.

16. Capitaliser les bonnes pratiques : documenter les réussites (AVEC, sanctions locales) et les échecs (pratiques clandestines) du projet.





I.

RAPPEL DU CONTEXTE ET DES OBJECTIFS DE L'ÉVALUATION



INTRODUCTION

Les Mutilations Génitales Féminines (MGF) sont une pratique largement condamnée par les traités internationaux et les législations nationales, car elles violent les droits fondamentaux à la santé et à l'intégrité corporelle. Bien que la prévalence des MGF ait globalement diminué au cours des trois dernières décennies, passant d'une fille sur deux dans les années 1990 à une sur trois aujourd'hui dans 31 pays, des défis persistent. En Côte d'Ivoire, le taux de prévalence national a chuté de 36,7 % en 2016 (MICS) à 20 % (SIGI) en 2022, mais certaines régions, notamment le nord-ouest et le nord, restent fortement touchées.

Face à cette situation, La FONDATION DJIGUI LA GRANDE ESPÉRANCE (FDGE) a mis en œuvre plusieurs projets pour promouvoir l'abandon des MGF dans les régions du Bafing, du Folon et du Kabadougou. Malgré des résultats encourageants, les alertes d'excision persistent, notamment dans le département de Ouaninou. Cela a conduit à la mise en place du « Projet d'appui à la promotion de l'abandon des MGF dans la région du Bafing », financé par Feminist Opportunities Now (FON).

La présente évaluation vise à analyser les réponses apportées par les acteurs impliqués, les résultats obtenus, et les changements observés dans les normes sociales tolérant les MGF. Elle s'appuie sur des entretiens et des questionnaires avec des acteurs stratégiques, opérationnels et bénéficiaires, une revue documentaire, et une analyse des rapports d'activités et d'évaluation précédents. Le rapport est structuré en six parties : contexte et justification, démarche méthodologique, revue documentaire, résultats obtenus, conclusions et recommandations, et annexes.

I. RAPPEL DU CONTEXTE ET DES OBJECTIFS DE L'EVALUATION

1.1. Contexte et Justification

Les mutilations génitales féminines (MGF) sont une pratique traditionnelle néfaste qui affecte des millions de femmes et de filles à travers le monde, en particulier en Afrique subsaharienne. Selon l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), les MGF comprennent toutes les interventions qui altèrent ou blessent intentionnellement les organes génitaux féminins pour des raisons non médicales. Ces pratiques ont des conséquences graves sur la santé physique et mentale des femmes et des filles, notamment des complications lors de l'accouchement, des infections, des douleurs chroniques, et des traumatismes psychologiques.

En Côte d'Ivoire, les MGF restent une pratique répandue dans certaines régions, malgré les efforts nationaux et internationaux pour les éradiquer. La région du Bafing, située dans le nord-ouest du pays, est l'une des zones où cette pratique est encore profondément en-



racinée dans les traditions culturelles. Les MGF y sont souvent perçues comme un rite de passage à l'âge adulte et un prérequis pour le mariage, ce qui rend leur abandon particulièrement difficile.

Face à cette situation, la Fondation Djigui La Grande Espérance, en partenariat avec FON, a lancé en 2024 le Projet d'appui à la promotion de l'abandon des mutilations génitales féminines dans la région du Bafing. Ce projet vise à sensibiliser et mobiliser les communautés locales pour mettre fin à cette pratique, tout en renforçant la cohésion sociale et l'autonomisation économique des femmes à travers la création et le soutien des Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit (AVEC).

Le projet a été mis en œuvre dans cinq villages de la région : Gouékan, Sougouékan, Ngohisso, Vayasso et Gbénema. Les activités principales comprennent des dialogues communautaires, des causeries-débats, des réunions du cadre de concertation, et la formation de facilitateurs pour animer ces discussions. Parallèlement, les AVEC ont été mises en place pour encourager l'épargne collective et l'accès au crédit, contribuant ainsi à l'autonomisation économique des femmes et à la réduction de leur vulnérabilité aux pratiques traditionnelles néfastes.

Après 14 mois de mise en œuvre, il est essentiel de réaliser une évaluation finale pour mesurer les résultats, les impacts et la durabilité du projet. Cette évaluation permettra de répondre aux questions suivantes :

☐ **Pertinence** : Le projet a-t-il répondu aux besoins réels des communautés ciblées ? Les activités étaient-elles alignées sur les priorités nationales et internationales en matière de lutte contre les MGF ?

☐ **Efficacité** : Les objectifs spécifiques du projet ont-ils été atteints ? Y a-t-il eu une réduction significative des MGF dans les villages ciblés ? La cohésion sociale a-t-elle été renforcée ?

☐ **Efficience** : Les ressources (humaines, financières, matérielles) ont-elles été utilisées de manière optimale pour atteindre les résultats ?

☐ **Impact** : Quels sont les changements positifs et négatifs, directs et indirects, générés par le projet sur les communautés, en particulier sur les femmes et les filles ?

☐ **Durabilité** : Les communautés sont-elles capables de maintenir les résultats du projet après la fin de l'intervention ? Les AVEC continueront-elles à fonctionner de manière autonome ? Les leaders locaux resteront-ils engagés dans la lutte contre les MGF ?



1.2. Objectifs de l'évaluation :

1.2.1. Objectif Général

Évaluer la performance globale du projet en termes de pertinence, efficacité, efficience, impact et durabilité, en vue de déterminer dans quelle mesure les objectifs initiaux ont été atteints et de fournir des recommandations pour de futures interventions.

1.2.2. Objectifs Spécifiques

- Mesurer les résultats : Évaluer dans quelle mesure les objectifs du projet ont été atteints, notamment en termes de réduction des MGF et de renforcement de la cohésion sociale.
- Identifier les impacts : Analyser les changements positifs et négatifs générés par le projet sur les communautés, en particulier sur les femmes et les filles.
- Tirer des leçons : Identifier les bonnes pratiques et les défis rencontrés pour informer de futures interventions.
- Formuler des recommandations : Proposer des actions concrètes pour renforcer la durabilité des résultats et améliorer les interventions futures.

1.3. Résultats attendus

Les résultats attendus de cette évaluation sont :

- Les résultats de l'intervention sont mesurés
- Les impacts sont identifiés
- Les bonnes pratiques et les défis sont identifiés et partagés
- Des recommandations sont formulées

1.4. Portée de l'évaluation

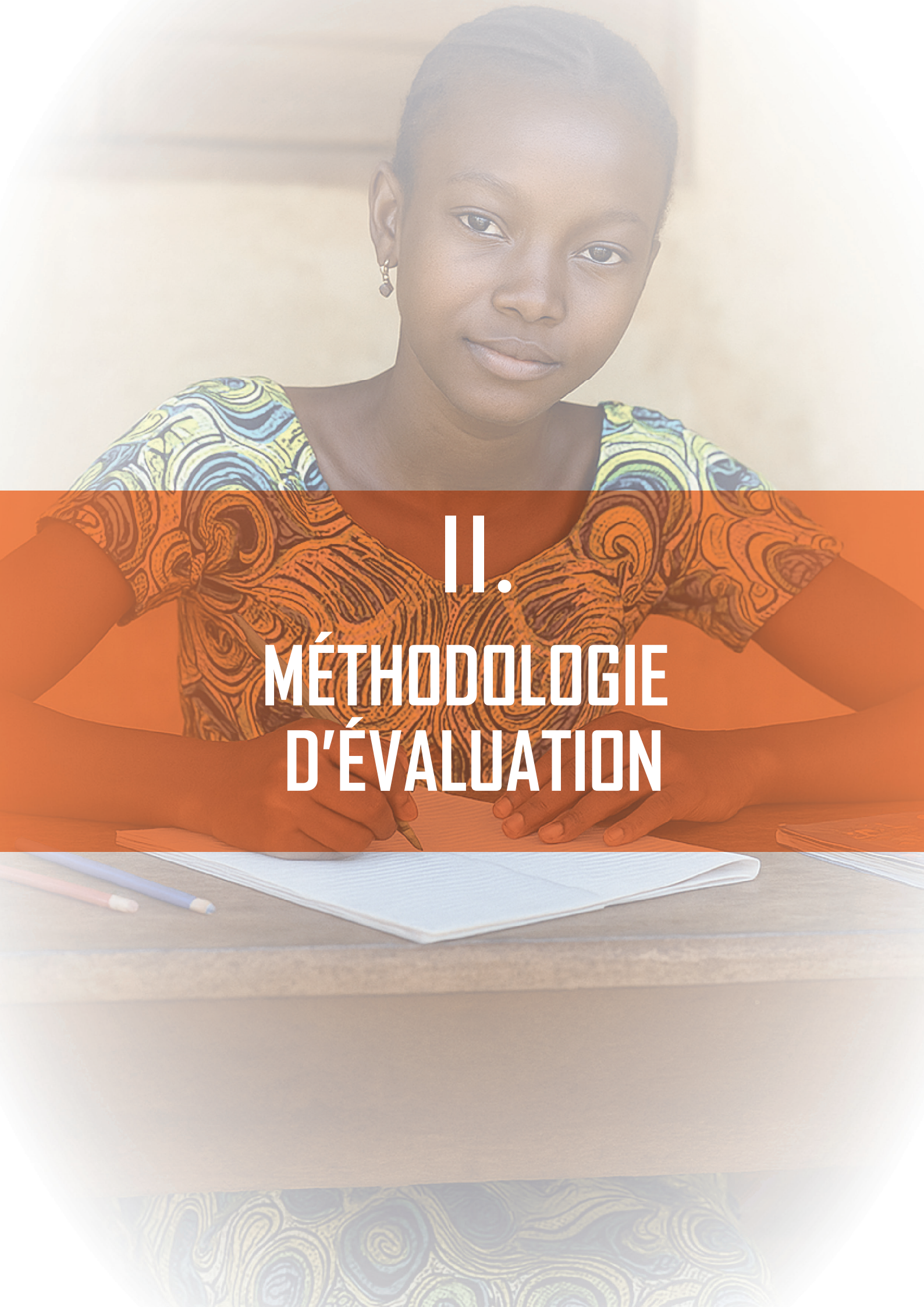
La présente évaluation porte sur les activités du « Projet d'appui à la promotion de l'abandon des mutilations génitales féminines (MGF) dans la région du Bafing ». Elle couvre la période initiale du projet, allant du 1er novembre 2023 au 30 octobre 2024, ainsi que la période de prorogation qui s'étend du 1er novembre 2024 au 31 janvier 2025. Le projet a été mis en œuvre dans cinq villages de la sous-préfecture de Gouékan, située dans le département de Ouaninou. Les villages concernés sont les suivants :



- Gouékan
- Sougouékan
- Gbènema
- N'Gohisso
- Vayasso

L'évaluation prend en compte les aspects suivants :

- ❑ **Activités de sensibilisation** : Dialogues communautaires, causeries, réunions du cadre de concertation, et autres activités de sensibilisation sur les MGF et les violences basées sur le genre (VBG).
- ❑ **Dynamique des AVEC** : Participation des membres, gestion des épargnes et des prêts, impact économique et social des AVEC sur les communautés.
- ❑ **Engagement des leaders locaux** : Rôle des chefs de village, guides religieux et autres leaders dans la promotion de l'abandon des MGF.
- ❑ **Changements de comportement** : Évolution des attitudes et des pratiques des communautés vis-à-vis des MGF et des VBG.



II. MÉTHODOLOGIE D'ÉVALUATION



II. MÉTHODOLOGIE DE L'ÉVALUATION

L'évaluation a utilisé une approche participative et inclusive, impliquant toutes les parties prenantes clés (bénéficiaires, facilitateurs, leaders communautaires, autorités locales, et partenaires du projet). Une combinaison de méthodes qualitatives et quantitatives a servi pour recueillir des données fiables et représentatives.

2.1. Approche et conception de l'évaluation

L'évaluation a été conçue en combinant des méthodes qualitatives et quantitatives pour assurer une collecte de données complète et diversifiée. Cette approche mixte a permis de recueillir à la fois des informations détaillées et des données mesurables, offrant ainsi une vision holistique des résultats et des impacts du projet.

2.1.1. Méthodes Qualitatives

Des guides d'entretien semi-structurés ont permis de conduire des entretiens approfondis avec les cibles suivantes :

- Autorités administratives :

- Sous-préfet
- Directrice Régionale du Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant
- Directeur du Centre social

- Chefs de villages

- Guides religieux

- Leaders de femmes

- Leaders des jeunes

Ces entretiens ont permis de recueillir des informations détaillées sur les perceptions, les expériences et les recommandations des acteurs clés impliqués dans le projet.

2.1.2. Méthodes Quantitatives

Un questionnaire structuré a été conçu et administré auprès de deux groupes cibles :

- Membres des Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit (AVEC)
- Populations (hommes et femmes) des sites du projet

Ce questionnaire a permis de collecter des données quantifiables sur la participation, les impacts économiques et sociaux, ainsi que les changements de comportement observés dans les communautés.



2.1.3. Revue documentaire

La revue documentaire s'est appuyée sur un examen critique des rapports d'évaluation précédents sur la thématique et des différents rapports d'activités du projet. Des informations importantes ont pu être collectées pour consolider l'analyse.

2.2. Population cible et méthode d'échantillonnage

La population totale des cinq sites cibles du projet est répartie comme suit :

- **Gbénema** : 900 habitants
- **Ngohisso** : 324 habitants
- **Sougouékan** : 401 habitants
- **Gouékan** : 1 087 habitants
- **Vayasso** : 734 habitants

La population totale des cinq sites s'élève donc à **3 446 personnes**.

Pour une enquête CAP (Connaissances, Attitudes et Pratiques), une taille d'échantillon représentant 10 % à 20 % de la population totale est généralement recommandée, en fonction des ressources disponibles et de la précision souhaitée. Dans le cadre de cette évaluation, un échantillon de 15 % a été choisi pour garantir une représentativité suffisante tout en restant gérable sur le plan logistique.

Ainsi, la taille de l'échantillon global a été calculée comme suit : **15 % de 3 446 = 517 personnes**.

La répartition de l'échantillon global s'est faite proportionnellement à la population de chaque site selon la formule suivante :

$$\text{Echantillon par site} = \left[\frac{\text{Population du site}}{\text{Population totale}} \right] \times \text{Taille de l'échantillon global}$$



Nom du site	Taille de l'échantillon prévue	Taille de l'échantillon réalisée
Gbènema	135	138
N'Gohisso	49	52
Sougouékan	60	53
Gouékan	163	106
Vayasso	110	88

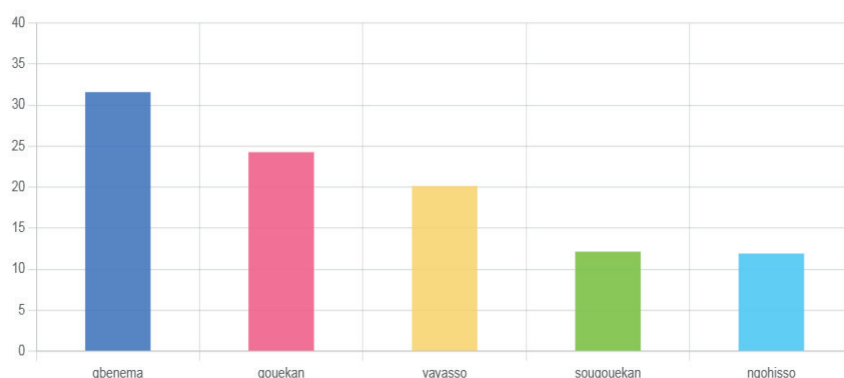
Tableau 1 : Tableau de l'échantillon par site

Source :Données de l'évaluation (FDGE)

Au total, 437 personnes ont été effectivement soumises aux questionnaires CAP sur les MGF, contre 517 initialement prévues selon la méthode d'échantillonnage aléatoire simple.

1. Nom du village

TYPE : SELECT_ONE. 437 sur 437 répondants ont répondu à cette question. (0 étaient sans données.)



Graphique 1 : Personnes enquêtées par site

Source : données de l'enquête (FDGE)

En ce qui concerne les Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit (AVEC), le questionnaire a été administré de manière systématique à tous les membres présents, garantissant ainsi une couverture complète de cette population cible.

2.3. Limites de l'évaluation

La mission d'évaluation a été confrontée à plusieurs difficultés qui ont affecté la collecte des données et la qualité des résultats. Ces limites sont analysées ci-dessous :

1. Indisponibilité des Populations due aux Travaux Champêtres

Malgré les rendez-vous préalablement fixés, l'équipe de mission s'est souvent retrouvée



face à des villages « désertés » par les populations, occupées aux travaux champêtres. Cette situation a entraîné des retards et a parfois empêché l'atteinte de la taille de l'échantillon prévue sur certains sites.

2. Barrière de la Langue

Certains membres de l'équipe d'évaluation ont rencontré des difficultés linguistiques, nécessitant l'intervention de facilitateurs locaux pour traduire les questions et les réponses. Cependant, des insuffisances ont été constatées dans la qualité des traductions, ce qui a pu affecter la précision des données recueillies.

3. Confidentialité Non Respectée

Dans certains cas, les facilitateurs ont regroupé les populations en un même lieu pour administrer les questionnaires, ce qui a compromis la confidentialité des réponses. Les participants attendaient de voir ce que les autres diraient avant de répondre, influençant ainsi la sincérité des réponses. Malgré les mesures de distanciation prises, cette pratique a affecté la fiabilité des données.

4. Tabou des MGF

Certaines populations se sont montrées réticentes à répondre aux questions sur les MGF, surtout lorsqu'elles étaient posées par des personnes extérieures. Pour contourner cette difficulté, une grande partie des questionnaires a été administrée par des facilitateurs locaux, mieux acceptés par les communautés.

Ces limites, bien que significatives, n'invalident pas les résultats de l'évaluation, mais soulignent la nécessité de renforcer les méthodologies et les capacités logistiques pour les futures missions. Une meilleure planification, une formation accrue des facilitateurs et une adaptation aux réalités locales permettraient d'atténuer ces difficultés et d'améliorer la qualité des données collectées.



III.

RESULTATS DE L'EVALUATION



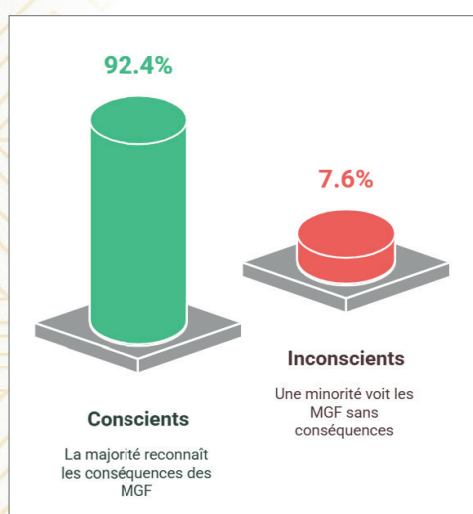
III. RESULTATS DE L'EVALUATION

3.1. Résultat 1 : Transformation des normes sociales, comportements, attitudes et pratiques

Les données collectées dans le cadre de cette évaluation démontrent une transformation significative des normes sociales, des comportements, des attitudes et des pratiques liées aux mutilations génitales féminines (MGF) dans les communautés ciblées. Cette transformation est le fruit des activités de sensibilisation et de mobilisation menées par le projet, qui ont permis de briser le tabou entourant les MGF et de renforcer la prise de conscience des conséquences néfastes de cette pratique

3.1.1. Prise de conscience accrue des conséquences des MGF.

L'un des indicateurs clés de cette transformation est l'amélioration notable du niveau de connaissance des populations sur les MGF. Selon les données recueillies, 92,4 % des enquêtés (soit 388 personnes sur 420) ont pu citer au moins une conséquence des MGF, contre seulement 7,6 % (32 personnes) qui estimaient qu'il n'y avait aucune conséquence. Cette amélioration est directement liée aux 90 dialogues communautaires et aux 20 causeries-débats organisés dans les villages ciblés, qui ont permis d'informer et de sensibiliser les populations sur les risques sanitaires, psychologiques et sociaux des MGF. En facilitant des discussions ouvertes, ces initiatives ont permis aux participants de partager leurs préoccupations et d'acquérir des connaissances essentielles sur les conséquences des MGF.



Graphique 2 : Impact des activités de sensibilisation sur les populations
Source : données de l'enquête (FDGE)

3.1.2. Changement des perceptions et des attitudes

L'évaluation révèle également un changement important dans les perceptions et les attitudes des communautés vis-à-vis des MGF. Avant le projet, une grande majorité des femmes interrogées (85 sur 105) considéraient l'excision comme une « bonne chose », en raison du manque d'information sur ses conséquences¹.

Cependant, après les activités de sensibilisation, 59,95 % des répondants ont déclaré que les MGF ne sont pas une pratique nécessaire pour préserver les traditions culturelles, contre 40,05 % qui maintiennent une position favorable à la pratique. Ce changement d'attitude est particulièrement significatif dans des communautés où les MGF étaient profondément

¹-Rapport de l'évaluation initiale P20

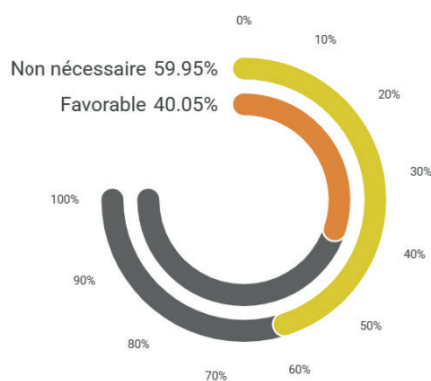


Figure 1 : Changements dans les attitudes envers les MGF

l'excision en public est un grand pas parce que c'est le tabou complet ici. ».

enracinées dans les traditions locales.

Mieux, 87,41% des répondants estiment que la mise en œuvre des activités du projet a permis un changement au niveau des attitudes et 85,36% pensent qu'il y a eu des changements au niveau des pratiques. Le chef de N'Gohisso est plus formel « Avant, la pratique se faisait dans le village. Aujourd'hui, il est difficile d'entendre qu'il y a eu excision dans le village. Certainement que les gens se cachent mais personne ne pratique l'excision publiquement ici. ». Le chef de Gouékan perçoit le changement dans les pratiques à un autre niveau : « Depuis le lancement du projet, on sent que beaucoup de choses ont changé. Abordé la thématique de

Pourtant, ce vent de changement pourrait contraster avec certaines réalités du terrain. En effet, la tendance pour les populations dans la zone d'intervention est de produire des « discours construits » du genre « on ne fait plus ça ici », « il y a très longtemps qu'on a abandonné ces choses-là », à la vue de ceux qu'ils appellent communément « les gens de droit de l'homme² ».

3.1.3. Engagement des leaders communautaires et religieux

Un autre aspect marquant de cette transformation est l'engagement accru et déterminant des leaders communautaires et religieux dans la lutte contre les mutilations génitales féminines (MGF). Ces figures d'autorité, notamment les chefs de village et les guides religieux, jouent un rôle central et influent dans la vie sociale et culturelle des communautés. Leur implication active dans les activités du projet a été décisive pour légitimer et renforcer le discours contre les MGF.

Parmi les leaders engagés, le chef du village de Sougouékan se distingue par son activisme de longue date contre les MGF. Depuis 2004, il s'est farouchement opposé à cette pratique, refusant même de faire exciser ses propres filles. Cette position courageuse lui a valu une forte opposition de la part de certains membres de la communauté, en particulier les femmes âgées, qui se sont opposées à sa désignation comme chef. Malgré ces défis, il est resté ferme dans ses convictions et continue de lutter contre les MGF. Selon lui, les partisans

2-Le staff de la FONDATION DJIGUI et tous les activistes des droits de l'homme en général



de cette pratique profitent des grands événements culturels et religieux, comme les fêtes de Ramadan et de Tabaski, pour exciser les filles en secret. Son engagement a poussé les adeptes des MGF à agir dans la clandestinité, soit en opérant en cachette, soit en exfiltrant les filles vers des villages voisins pour les faire exciser. Il reconnaît que le projet a renforcé la légitimité de son message auprès de sa communauté, mais souligne qu'il faudra encore beaucoup de temps pour convaincre tous les membres de l'intérêt d'abandonner cette pratique.

Une tendance significative observée dans plusieurs villages est la mise en place de mécanismes locaux de sanction pour dissuader les auteurs de MGF. Par exemple, à N'Gohisso, le chef de village, en collaboration avec le chef de terre et la plus vieille femme du village, a instauré une amende de 3 500 FCFA et l'obligation d'offrir un mouton à quiconque pratique l'excision dans le village. À Gbénema, les autorités locales ont adopté des mesures encore plus strictes : toute personne reconnue coupable de MGF, que ce soit dans le village ou à l'extérieur, doit s'acquitter d'une pénalité de 50 000 FCFA et d'un bœuf. En plus de ces sanctions, le chef de Gbénema a organisé des consultations communautaires pour informer et sensibiliser l'ensemble des villageois sur les dangers des MGF et les conséquences des sanctions en cas de violation de l'interdiction.

Grâce à leur engagement sans faille, ces leaders ont été consacrés en qualité d'hommes-champions dans la promotion de l'abandon des MGF par le projet. Leur rôle est d'autant plus crucial que 86 % des répondants estiment que les chefs de village et chefs de terre sont les mieux habilités à prendre la décision d'abandonner les MGF au sein d'une communauté. Par ailleurs, 62,01 % des personnes interrogées considèrent que les guides religieux ont également un rôle clé à jouer dans cette lutte. Ces chiffres soulignent l'importance de l'implication des leaders locaux et religieux dans la transformation des normes sociales et la promotion de l'abandon des MGF.

Aujourd'hui, ces leaders sont devenus des alliés incontournables dans la lutte contre les MGF. Leur engagement a permis de légitimer le discours contre cette pratique et de renforcer la cohésion sociale autour de l'abandon des MGF. Cependant, malgré ces avancées, des défis subsistent, notamment la résistance culturelle et la clandestinité des pratiques. Tous les leaders communautaires ne sont pas impliqués dans les activités du projet. C'est le cas à Vayasso où le chef du village se sent totalement exclu.

En résumé, les activités de sensibilisation et de mobilisation ont permis de briser le tabou entourant les MGF, d'améliorer la prise de conscience des conséquences néfastes de cette pratique, de changer les perceptions et les attitudes, et d'engager les leaders communau-



Figure 2 : Dynamique de la promotion de l'abandon des MGF
Source : données de l'enquête (FDGE)

taires et religieux dans la lutte contre les MGF.

Cependant, des défis subsistent, notamment la résistance culturelle et la clandestinité des pratiques. Plusieurs villages non sites du projet ont été cités comme sanctuaires des MGF dans la zone et où convergent encore de nombreuses femmes déterminées à perpétuer la pratique.

3.2. Résultat 2 : Renforcement des capacités des femmes et des filles

Les femmes ont occupé une place prépondérante dans la mise en œuvre et la réussite de ce projet. En effet, l'évaluation révèle que sur 1 385

personnes impactées par les activités de dialogues communautaires, 68,59 % étaient des femmes, démontrant ainsi leur forte implication dans les initiatives de sensibilisation. Par ailleurs, les 20 causeries éducatives planifiées et exécutées ont exclusivement ciblés les femmes, renforçant leur rôle central dans la lutte contre les mutilations génitales féminines (MGF) et la promotion de l'abandon de cette pratique. Enfin, au sein des Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit (AVEC), les femmes représentent 103 membres sur 125, soit 82,4 % des participants, ce qui souligne leur engagement actif dans les activités économiques et sociales visant à renforcer leur autonomie. Ces chiffres illustrent non seulement la participation massive des femmes aux activités du projet, mais aussi leur rôle clé dans la transformation des normes sociales et la promotion de l'égalité des genres dans les communautés ciblées.

3.2.1. Sensibilisation accrue des femmes et des filles sur leurs droits.

L'évaluation initiale du projet révèle que 81 % des femmes interrogées (85 sur 105) estimaient, avant la mise en œuvre des activités, que l'excision était une « bonne chose ». À l'époque, la bouche à oreille était identifiée comme le moyen le plus répandu pour diffuser des informations sur cette pratique. Cependant, après leur exposition aux messages du projet à travers 90 dialogues communautaires et 20 causeries éducatives, les perceptions et attitudes des femmes ont évolué de manière significative. Aujourd'hui, 70,50 % des répondantes estiment que les femmes et les filles devraient avoir le droit de dire non aux MGF, et 64,38 % considèrent que les MGF ne sont pas une pratique nécessaire pour préserver les traditions culturelles.

Pourtant, la triangulation des sources (rapports d'activités, rapports de mission de suivi et données collectées lors de l'évaluation) montre que ces chiffres masquent parfois une réalité

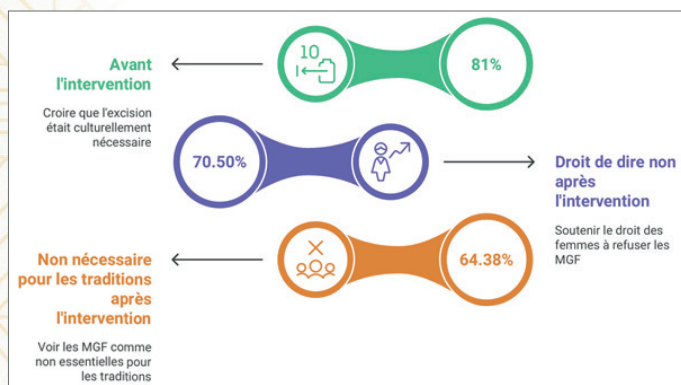


Figure 3 : Changements dans les perceptions des MGF parmi les femmes
Source : données de l'évaluation (FDGE)

plus complexe. Sur certains sites, les femmes éprouvent encore beaucoup de difficultés à parler ouvertement des MGF, comme si elles craignaient des représailles. Lors de l'administration des questionnaires, des consignes étaient souvent données en langue locale pour éviter que les femmes ne s'étendent trop sur le sujet. Cela a conduit à la production de « discours construits », du type: « On ne fait plus ça ici », ou « On nous a dit d'arrêter, on ne fait plus ». Ces réponses, bien que révélatrices d'une certaine prise

de conscience, montrent aussi que les femmes restent prudentes dans leur manière d'aborder le sujet, peut-être par crainte de briser les normes sociales établies.

Par ailleurs, les entretiens avec les femmes révèlent qu'elles ont beaucoup appris des causeries éducatives, notamment sur leurs droits et les notions de genre. Elles savent désormais qu'elles peuvent demander de l'aide à leurs conjoints pour les tâches ménagères, même si elles hésitent encore à le faire en raison des préjugés et stéréotypes profondément ancrés dans la communauté. En effet, il est mal vu qu'un homme participe à des tâches comme la cuisine ou le lavage des enfants, même pour soulager sa conjointe de ses nombreuses responsabilités. Cette réticence illustre les barrières culturelles qui persistent, malgré les avancées en matière de sensibilisation et d'éducation.

En somme, si le projet a indéniablement contribué à faire évoluer les mentalités et à renforcer la conscience des droits des femmes, il reste encore des défis à surmonter pour que ces changements s'ancrent durablement dans les pratiques quotidiennes et les normes sociales. Les femmes ont acquis des connaissances et une meilleure compréhension de leurs droits, mais leur capacité à les exercer pleinement reste limitée par des contraintes culturelles et sociales qui nécessitent des efforts supplémentaires pour être dépassées.

3.2.2. Amélioration des revenus des femmes.

«Pendant les causeries-débats, il y a des femmes qui évitaient le sujet des MGF, mais dès que vous abordez la question de leur autonomisation économique, elles deviennent plus ouvertes ». Ces propos d'un agent du centre social de Touba, l'un des animateurs des causeries-débats, illustrent bien l'état d'esprit des femmes des sites du projet. Si les discussions sur les mutilations génitales féminines (MGF) restent parfois difficiles, les femmes se montrent enthousiastes et engagées dès qu'il s'agit d'améliorer leurs revenus et leur autonomie. Cette dynamique a fait des Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit (AVEC) l'une des

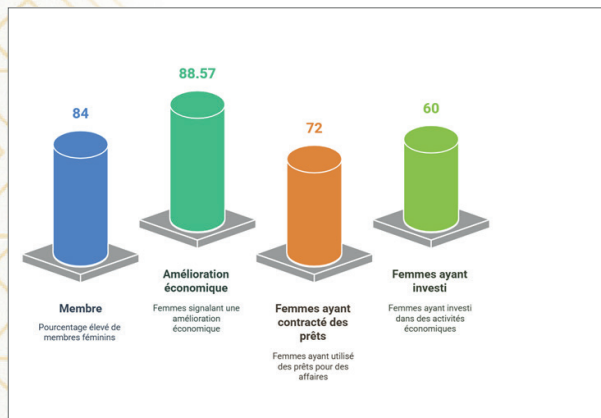


Figure 4 : Impact des AVEC sur l'autonomisation économique des femmes

Source : données de l'évaluation (FDGE)

plus grandes réussites du projet.

En effet, sur les 125 membres que comptent les 5 AVEC mises en place, 105 sont des femmes, soit 84 %. Ces associations ont permis de mobiliser plus de quatre millions de francs CFA (4 000 000 FCFA) à ce jour sur l'ensemble des sites (en moins d'un an). Selon les données de l'évaluation, 88,57 % des répondantes estiment que leur situation économique s'est améliorée depuis qu'elles ont rejoint les AVEC. Ces chiffres impressionnants ne racontent qu'une partie de l'histoire. Les témoignages des femmes, recueillis dans les rapports de

suivi, révèlent une transformation profonde dans leur vie quotidienne.

Avant la mise en place des AVEC, les femmes devaient souvent passer par un tiers pour contracter un prêt, subissant de nombreuses frustrations avant et après la réception de l'argent. Aujourd'hui, cette situation appartient au passé. Grâce aux AVEC, les femmes ont un accès direct au crédit, ce qui leur permet de renforcer leurs activités économiques et de développer de nouveaux projets. Les données collectées montrent que 72 femmes ont contracté des prêts auprès des AVEC, et 60 d'entre elles ont investi ces fonds pour développer des activités telles que l'agriculture et le commerce, générant ainsi des revenus supplémentaires pour leurs familles.

Au-delà des chiffres, c'est toute une dynamique d'autonomisation qui s'est mise en place. Les femmes, autrefois dépendantes de tiers pour accéder au crédit, sont désormais actrices de leur propre développement économique. Elles ont gagné en confiance et en indépendance, et leur participation aux AVEC a renforcé leur statut au sein de leurs communautés. Cette réussite témoigne de l'impact concret du projet sur la vie des femmes, tout en soulignant l'importance de poursuivre les efforts pour consolider ces acquis et permettre à encore plus de femmes de bénéficier de ces opportunités.

3.3. Résultat 3 : Documentation et partage des bonnes pratiques

La revue documentaire réalisée dans le cadre de cette évaluation permet de constater l'existence d'un ensemble de livrables produits tout au long du projet. Ces documents constituent une base solide pour évaluer les progrès, les résultats et les impacts des activités menées. Parmi ces livrables, on retrouve comme illustré par la figure 5 :

1. Le rapport de l'évaluation initiale
2. Le rapport de la mission de suivi N°1



3. Le rapport de la mission de suivi N°2

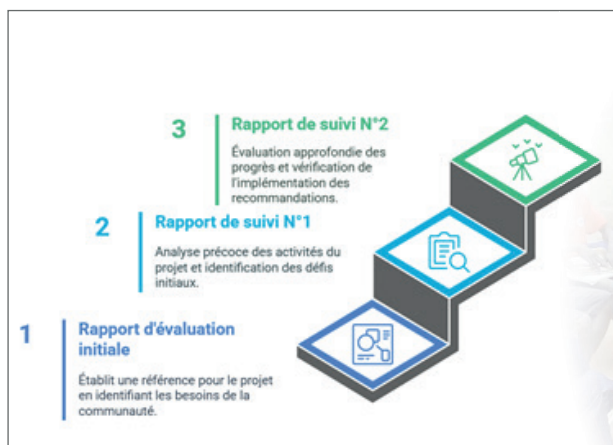


Figure 5 : Évaluation des progrès du projet Source : données de l'évaluation (FDGE)



3.3.1. Collecte et analyse de données

La documentation consultée dans le cadre de cette évaluation renseigne l'existence d'un ensemble de livrables produits tout au long du projet. Ces documents constituent une base solide pour évaluer les progrès, les résultats et les impacts des activités menées. Parmi ces livrables, on retrouve :

1. Le rapport de l'évaluation initiale : Ce document a permis de dresser un état des lieux de la situation avant le démarrage du projet, en identifiant les besoins, les pratiques existantes et les attentes des communautés ciblées. Il a servi de point de référence pour mesurer les changements et les progrès réalisés au fil du temps.

2. Le rapport de la mission de suivi N°1 : Ce rapport a fourni une première analyse intermédiaire des activités et des résultats du projet. Il a permis d'identifier les succès initiaux, les défis rencontrés et les ajustements nécessaires pour améliorer la mise en œuvre des activités.

3. Le rapport de la mission de suivi N°2 : Ce deuxième rapport de suivi a offert une analyse plus approfondie des avancées du projet, en mettant en lumière les tendances émergentes, les bonnes pratiques et les leçons apprises. Il a également permis de vérifier si les recommandations issues de la première mission de suivi avaient été prises en compte et mises en œuvre.

En complément de ces rapports, le projet s'est appuyé sur des outils de collecte de données



de routine, qui ont joué un rôle essentiel dans le suivi régulier des activités. Ces outils incluent :

- Les fiches d'activités : Ces fiches ont permis de documenter de manière systématique chaque activité menée dans le cadre du projet. Elles renseignent sur les objectifs, les participants, les résultats obtenus et les observations pertinentes. Elles constituent une source précieuse d'informations qualitatives et quantitatives pour évaluer l'évolution du projet.
- Une base de données Excel : Cette base de données a été utilisée pour centraliser et organiser les informations quantitatives collectées lors des activités. Elle permet notamment de renseigner des données clés telles que le nombre de participants (désagréé par sexe), les thèmes abordés, les localités touchées et les résultats atteints. Cette base de données facilite l'analyse comparative et la production de rapports réguliers sur les progrès du projet.

Ces livrables et outils de collecte de données témoignent d'un effort structuré pour documenter et suivre les activités du projet de manière rigoureuse. Ils offrent une vision complète des réalisations, des défis et des impacts du projet, tout en fournissant des données fiables pour éclairer les décisions et les ajustements nécessaires. Cependant, il serait pertinent de renforcer cette documentation en y intégrant davantage de témoignages et d'études de cas pour illustrer de manière plus concrète et humaine les changements observés dans les communautés. Cela permettrait de capitaliser sur les expériences vécues et de partager des récits inspirants pour d'autres initiatives similaires.

3.3.2. Couverture et qualité des données

Les données ont été collectées sur l'ensemble des sites du projet, à savoir Gouékan, Sougouékan, Gbênêma, N'Gohisso et Vayasso. Pour garantir une collecte complète et représentative, des guides d'entretien ont été élaborés en tenant compte des différents groupes cibles impliqués dans le projet. Ces groupes incluent :

- Les leaders communautaires : présidentes des femmes, présidents des jeunes, et autres figures influentes au sein des communautés.
- Les autorités administratives et coutumières : sous-préfet, Directrice Régionale du Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant, Directeur du centre social, chefs de village et notables.
- Les guides religieux : imams, pasteurs et autres leaders spirituels qui jouent un rôle clé dans la vie sociale et culturelle des communautés.

Les questionnaires, quant à eux, ont été administrés à la fois aux femmes et aux hommes, afin de capturer une diversité de perspectives et d'expériences. La collecte de données

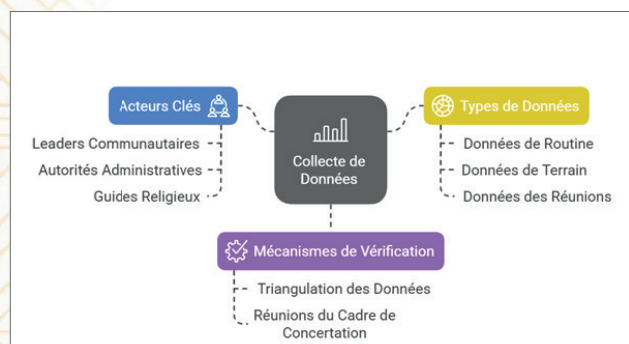


Figure 6 : Mécanisme de collecte et de vérification de données

Source : données de l'évaluation (FDGE)

a couvert l'ensemble des activités du projet, notamment les formations, les séances de sensibilisation, les réunions communautaires, et bien d'autres.

Pour garantir la fiabilité et la qualité des données collectées, plusieurs mécanismes de vérification ont été mis en place. L'un des principaux outils utilisés est la triangulation des données, qui consiste à croiser les informations provenant de trois sources différentes :

1. Les données de routine : collectées régulièrement à travers des fiches d'activités et de bases de données Excel.
2. Les données collectées lors des missions de terrain : recueillies par les équipes de suivi et d'évaluation lors de visites sur les sites du projet.
3. Les données issues des réunions du cadre de concertation : ces réunions, qui regroupent l'ensemble des parties prenantes (sous-préfet, Directrice Régionale du Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant, Directeur du centre social, chefs de village, guides religieux et facilitateurs communautaires), servent à la fois de cadre de diffusion des informations sur l'état d'avancement du projet et de plateforme d'échange pour recueillir des recommandations en vue d'améliorer les activités.

Ces réunions du cadre de concertation ont joué un rôle essentiel dans la collecte de données qualitatives qui n'auraient pas pu être capturées à travers des outils de collecte standardisés. Elles ont permis de recueillir des témoignages, des perceptions et des suggestions directement auprès des acteurs clés, offrant ainsi une vision plus nuancée et humaine des réalités du terrain.

En résumé, la collecte des données a été menée de manière systématique et inclusive, couvrant tous les sites et groupes cibles du projet. Grâce à des mécanismes de vérification rigoureux, notamment la triangulation des données et les réunions du cadre de concertation (figure 6), la qualité et la fiabilité des informations recueillies ont été assurées. Ces efforts ont permis de capturer non seulement des données quantitatives précises, mais aussi des données qualitatives riches, reflétant les expériences vécues et les perspectives des communautés. Cette approche holistique garantit que les résultats de l'évaluation sont à la fois robustes et ancrés dans la réalité humaine du projet.

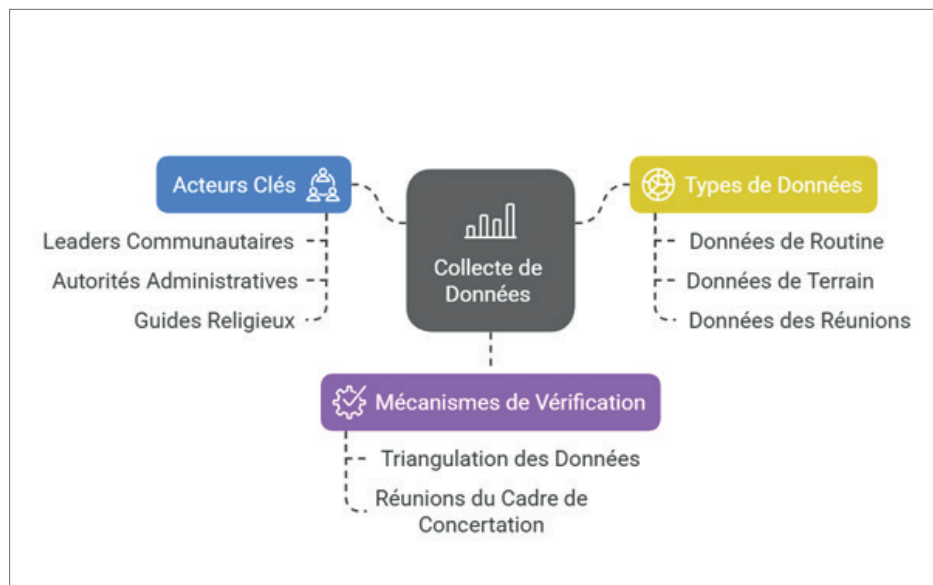


Figure 6 : Mécanisme de collecte et de vérification de données

Source : données de l'évaluation (FDGE)

3.3.3. Partage des résultats du projet

Les résultats des différentes étapes du projet ont été méticuleusement documentés et font l'objet de rapports détaillés. Ces rapports permettent non seulement de suivre les progrès du projet, mais aussi de capitaliser sur les expériences et de partager les enseignements avec les parties prenantes. La figure 7 donne un aperçu des principaux rapports produits :

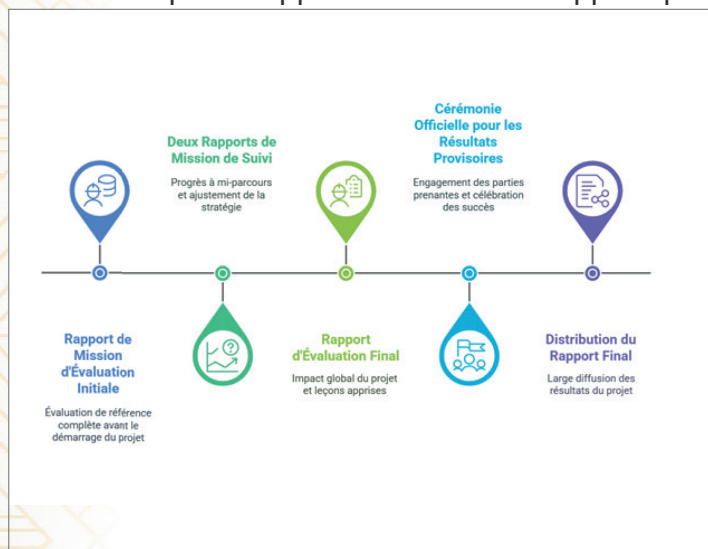


Figure 6 : Mécanisme de collecte et de vérification de données

Source : données de l'évaluation (FDGE)

1. Rapport de la mission d'évaluation initiale : Ce rapport a permis de dresser un état des lieux complet avant le démarrage des activités. Il a identifié les besoins, les pratiques existantes et les attentes des communautés ciblées, offrant ainsi une base de référence pour mesurer les changements et les impacts ultérieurs.

2. Deux rapports de mission de suivi : Ces rapports intermédiaires ont permis de faire le point sur la mise en œuvre des activités, d'identifier les succès et les défis rencontrés, et de proposer des solutions pour améliorer la suite du projet. Ils ont joué un rôle clé dans l'ajustement des stratégies et l'optimisation des interventions.



3. Rapport d'évaluation finale : Ce rapport fait le bilan global du projet. Il met en lumière les résultats obtenus, relève les défis persistants et propose des pistes d'amélioration pour de futures interventions. Il sert de document de référence pour évaluer l'impact du projet et en tirer des leçons apprises.

4. Rapports mensuels et trimestriels : Ces rapports réguliers, adressés au bailleur (FON), permettent un suivi continu des activités et des résultats. Ils assurent une transparence et une redevabilité tout au long du projet.

Les réussites, les défis, les bonnes pratiques et les leçons apprises ont été soigneusement documentés dans ces différents rapports. Ces éléments sont essentiels pour capitaliser sur les expériences du projet et pour inspirer d'autres initiatives similaires.

Les rapports ont été partagés avec un large éventail de parties prenantes, notamment :

- Le bailleur (FON) ;
- Le Programme National de Lutte contre les Violences Basées sur le Genre ;
- Le Sous-préfet (qui a reçu tous les rapports) ;
- Le Centre social.

Ce partage permet de maintenir un dialogue ouvert avec les acteurs clés et de renforcer la collaboration autour des objectifs du projet.

En outre, les résultats provisoires du projet ont été présentés lors d'une cérémonie officielle réunissant l'ensemble des acteurs. Cet événement a offert une opportunité unique de célébrer les succès du projet, de discuter des défis et de renforcer l'engagement des parties prenantes.

Pour assurer une large diffusion des résultats, il est prévu d'imprimer une centaine d'exemplaires du rapport final. Ces exemplaires seront distribués aux partenaires clés, aux institutions locales et aux communautés bénéficiaires. Parallèlement, une version électronique du rapport sera mise en ligne sur le site web de l'organisation, permettant ainsi un accès facile et universel aux informations.

En résumé, la documentation et le partage des résultats ont été des éléments clés de la gestion du projet. Grâce à des rapports détaillés, des réunions inclusives et une diffusion stratégique, les réussites, les défis et les leçons apprises ont été systématiquement capturés et partagés avec les parties prenantes. Cette approche garantit non seulement la transparence et la redevabilité, mais aussi la pérennisation des connaissances générées par le projet. Enfin, la diffusion du rapport final, à la fois en version imprimée et électronique, permettra de maximiser l'impact du projet et d'inspirer de futures initiatives.



IV. ANALYSE DES RESULTATS



IV. ANALYSE DES RÉSULTATS

L'évaluation de l'atteinte des résultats du projet repose sur une analyse détaillée des objectifs fixés, des indicateurs de performance et sur les critères classiques d'évaluation (pertinence, efficacité, efficience, impact, durabilité, et promotion du genre).

4.1. Pertinence

Le Projet d'appui à la promotion de l'abandon des mutilations génitales féminines (MGF) dans la région du Bafing se révèle hautement pertinent dans un contexte où les MGF restent une pratique profondément enracinée dans les traditions culturelles et sociales, malgré les efforts nationaux et internationaux pour les éradiquer. Cette pertinence est justifiée par plusieurs éléments clés :

1. Alignement sur les engagements nationaux et internationaux

- Le projet s'inscrit dans la lignée des engagements pris par le Président de la République Alassane Ouattara en 2017¹, qui a promis de lutter contre toutes les formes de violences basées sur le genre, y compris les MGF, d'ici à 2020. Cet engagement politique fort confère une légitimité et une urgence à l'action du projet, qui vise à concrétiser ces promesses au niveau local.

- En outre, le projet répond aux objectifs internationaux de protection des droits humains, notamment ceux liés à la santé et à l'intégrité corporelle des femmes et des filles, tels que définis par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et d'autres organismes internationaux.

2. Contexte local justifiant l'intervention

- La région du Bafing est l'une des zones où la prévalence des MGF reste élevée en Côte d'Ivoire. Les populations locales sont fortement attachées à des croyances culturelles qui perpétuent cette pratique, considérée comme un rite de passage essentiel pour les jeunes filles et une condition préalable au mariage.

- Malgré l'adoption de la loi interdisant les MGF en 1998, la pratique persiste en raison de la résistance culturelle et du manque de sensibilisation sur ses conséquences néfastes². Le projet intervient donc dans un contexte où les structures étatiques déconcentrées, comme le Centre Social de Touba, manquent de ressources humaines, matérielles et financières pour mener à bien leurs missions de protection des personnes vulnérables.

1-Lors de la campagne de He for She lancée par ONUFEMMES.

2- 81% des femmes sondées au cours de la mission d'évaluation initiale estimaient que l'excision était une bonne chose.



3. Approche adaptée et durable

- Le projet mise sur la sensibilisation comme outil principal pour changer les mentalités et les comportements, une approche jugée plus durable et efficace que la simple menace de sanctions. Cette stratégie est en phase avec les recommandations du sous-préfet de Gouékan, qui souligne l'importance de la prise de conscience collective pour lutter contre les MGF.
- En mobilisant les communautés locales, les leaders traditionnels et religieux, ainsi que les structures étatiques, le projet a réussi à créer un cadre de dialogue et d'action collective pour promouvoir l'abandon des MGF. Cette approche participative et inclusive renforce la cohésion sociale et la légitimité des actions menées.

4. Renforcement des capacités locales

- Le projet a permis de renforcer les actions des autorités administratives locales, comme l'a souligné le Directeur du Centre Social de Touba. En prolongeant les efforts des structures étatiques, le projet a contribué à pallier les lacunes en ressources humaines et matérielles, tout en amplifiant l'impact des interventions sur le terrain.
- Les activités de sensibilisation, les dialogues communautaires et les causeries-débats ont permis d'améliorer la connaissance des populations sur les conséquences néfastes des MGF, tout en encourageant un changement progressif des normes sociales.

5. Réponse à un besoin urgent

Les MGF constituent une violation grave des droits humains et ont des conséquences graves sur la santé physique et mentale des femmes et des filles. Dans un contexte où les populations locales restent attachées à cette pratique, le projet répond à un besoin urgent de protection des droits des femmes et des filles, tout en promouvant leur autonomisation et leur bien-être.

En Résumé, le Projet d'appui à la promotion de l'abandon des MGF dans la région du Bafing est non seulement pertinent, mais aussi essentiel dans un contexte où les MGF restent une pratique répandue et profondément enracinée dans les traditions locales. En s'alignant sur les engagements nationaux et internationaux, en répondant aux besoins spécifiques des communautés locales, et en adoptant une approche durable et inclusive, le projet a démontré sa capacité à transformer les normes sociales et à promouvoir l'abandon des MGF. Ce projet représente une étape cruciale dans la lutte contre les MGF en Côte d'Ivoire, mais il doit s'inscrire dans une stratégie à long terme pour garantir des changements durables et protéger les droits des femmes et des filles.



4.2. L'efficacité

L'évaluation constate que toutes les activités prévues dans le cadre du projet ont été réalisées. Tous les acteurs rencontrés au cours de la mission de collecte de données estiment que les activités étaient adaptées au contexte local. Le Directeur du centre social témoigne avoir exposé certaines d'entre elles comme la réunion du cadre de concertation entre les parties prenantes au cours d'un atelier. Cette façon de travailler a été fortement appréciée.

« Avant le projet, on recevait régulièrement des alertes d'excision venant de la zone de Ouaninou. Maintenant, la fréquence a beaucoup diminué avec les activités du projet ». Ces propos soulignent la qualité du travail abattu au sein des communautés sites du projet. Les éléments qui fondent l'efficacité du projet sont à rechercher à travers les résultats obtenus et qui se présentent comme suit :

🔑 Résultat 1 : Transformation des normes sociales, comportements, attitudes et pratiques

Pour ce résultat, l'investigation fait ressortir comme succès :

- *Une prise de conscience accrue des conséquences néfastes des MGF* : 92,4 % des enquêtés ont pu citer au moins une conséquence des MGF, contre seulement 7,6 % avant le projet. Les facteurs de cette réussite sont les 90 dialogues communautaires et 20 causeries-débats organisés. En effet, l'intensification des activités de sensibilisation ont permis de faire bouger certaines lignes comme le confirme le regard de l'un des chefs communautaires : « Parler de la thématique des MGF en public est un grand pas ... ». Pour y arriver le projet a impliqué les leaders communautaires dans le choix des différents facilitateurs qui sont issus des sites d'intervention. Ils jouissaient donc d'une certaine « légitimité » pour communiquer avec leurs parents.

- *Un changement des perceptions et des attitudes* : 59,95 % des enquêtés affirment que les MGF ne sont pas indispensables pour la préservation des valeurs culturelles, contre 40,05 % qui restent favorables à la pratique. La mobilisation des chefs de village et des guides religieux sous-tend cette transformation.

- *Engagement des leaders communautaires* : Plusieurs chefs de village ont instauré des sanctions contre les MGF (amendes, offrandes d'animaux) et ont organisé des consultations communautaires pour sensibiliser sur les dangers des MGF. La réunion du cadre de concertation des parties prenantes présidée par le Sous-préfet participe de changement important. En effet, en qualité de collaborateurs de l'autorité administrative, les chefs ont été exhortés à prendre leurs responsabilités pour protéger les femmes et les filles de cette violence. Même



symbolique, ces mesures se présentent comme dissuasives pour interpeller les uns et les autres sur le caractère néfaste des MGF.

🔑 Résultat 2 : Renforcement des capacités des femmes et des filles

L'évaluation note comme succès et facteurs de succès les éléments suivants :

- *Sensibilisation accrue des femmes sur leurs droits* : 70,50 % des femmes pensent avoir le droit de dire non aux MGF, et 64,38 % considèrent que les MGF ne sont pas nécessaires pour préserver les traditions. Les activités de causeries-débat sur les droits de la femme et les dialogues communautaires ont contribué à cette prise de conscience. Ce sont des cadres d'échanges où des expériences malheureuses ont fait l'objet de témoignages et légitimant ainsi les messages des sensibilisations.

- *Amélioration des revenus des femmes* : Le mécanisme de l'Association Villageoise d'Épargne et de Crédit (AVEC) a tout de suite capté les femmes, facilité la mobilisation de plus de 4 millions de FCFA en moins d'un an. Les prêts contractés ont contribué à réaliser des activités économiques et partant, des revenus des membres.

■ Documentation et partage des bonnes pratiques

- *Collecte et analyse de données* : le projet a produit plusieurs livrables (évaluation initiale, missions de suivi, évaluation finale) et s'est appuyé sur des outils de collecte de données (fiches d'activités, base de données Excel) pour suivre les progrès et les impacts.

- *Partage des résultats*³ : Les résultats ont été partagés avec les parties prenantes (bailleur, Programme National de Lutte contre les VBG, sous-préfet, centre social) et présentés lors d'une cérémonie officielle. Il est prévu l'impression et la distribution du rapport en cours et la mise en ligne de la version électronique.

4.3. L'efficience

L'évaluation relève que « le Projet d'appui à la promotion de l'abandon des mutilations génitales féminines (MGF) dans la région du Bafing » a été initialement conçu pour 12 mois et a bénéficié avec l'accord du bailleur d'une prorogation sans coût de 4 mois. Ce qui dénote de la capacité du staff à maximiser l'utilisation des ressources disponibles pour atteindre des résultats importants avec un délai prolongé. Les éléments clés qui ont permis d'atteindre ce niveau de performance sont les suivants :

³- Les résultats font aussi le focus sur les bonnes pratiques, les leçons apprises et les défis à relever.



1. L'optimisation des ressources financières

Le staff projet était composé de 4 personnes appuyées par 10 facilitateurs et 1 superviseur local chargés de mettre en œuvre les activités. Le budget de 38 130 297 pour être exécuté sur 12 mois s'est finalement étalé sur 16 mois. Cette prorogation sans coût n'a eu d'effet ni sur les effectifs, ni sur les ressources financières. Mieux, cette gestion est à la base de la réalisation de l'ensemble des activités planifiées à savoir les cérémonies de lancement et de clôture, la formation de 10 facilitateurs, 90 dialogues communautaires, 20 cause-ries-débats, 2 sessions de partage d'expériences, 2 réunions du cadre de concertation, la mise en place des AVEC, les sessions du jury et les récompenses des hommes champions. Le ratio activité-coût a été bien maîtrisé et les activités ont permis de toucher plus de 1700 personnes sur les conséquences néfastes des MGF.

2. Maximisation des ressources humaines

L'évaluation relève l'implication bénévole des leaders locaux. En effet, les chefs de village, les guides religieux et les relais communautaires ont été mobilisés pour jouer un rôle essentiel dans le processus de mise en œuvre de l'intervention et, dans de nombreuses situations, ont été impliqués volontairement et gratuitement. Cette situation a non seulement entraîné une réduction des dépenses en évitant de faire appel à des ressources externe, mais a également favorisé l'appropriation du projet par ces autorités locales. La stratégie d'identification et de formation des facilitateurs issus des communautés sites pour la conduite des activités a fortement contribué à minimiser les coûts et d'obtenir un impact certain.

3. Utilisation rationnelle des ressources matérielles

Les données collectées font ressortir que les activités se sont déroulées dans des espaces sans coût. En plus, la plupart des facilitateurs ont couplé les séances de dialogues communautaires aux réunions des AVEC permettant ainsi de réaliser des activités sans frais à fort impact. Les réunions du cadre de concertation ainsi que les cérémonies de lancement et de clôture du projet ont eu pour cadre le bureau de la sous-préfecture.

Par ailleurs, les différents supports de sensibilisation (boîtes à images, affiches, films) ont été produits à des coûts raisonnables et ont permis de toucher une large cible. Chaque site a eu droit à une boîte à image et la dernière réunion du cadre de concertation entre les parties prenantes a servi de cadre à la projection de films sur les MGF mis à la disposition de la FONDATION DJIGUI par certains de ses partenaires.

4. Gestion flexible du temps

Le monitoring des activités basé essentiellement sur la collecte des fiches d'activités et la base de données a permis de mesurer les progrès et d'ajuster les stratégies en cours de route. La consolidation des résultats des 12 premiers mois a dressé le tableau des efforts à fournir pour atteindre les résultats du projet. La prorogation de 4 mois des activités sans



modification du budget initial s'est avérée assez efficace pour maximiser l'impact du projet.

5. Résultats obtenus avec des ressources limitées

Initialement prévu pour 12 mois, le budget de 38 130 297 a finalement couvert 16 mois d'activités pour aboutir aux résultats suivants :

- Transformation des normes sociales : les données collectées lors de l'enquête indiquent que 87.41% des répondants estiment qu'il y a eu des changements dans les attitudes vis-à-vis des MGF et pour 85.36%, il y a eu des changements dans les pratiques vis-à-vis des MGF. Ces résultats ont été obtenus à travers une gestion efficace des ressources et une gestion inclusive des communautés.

- Réduction des alertes d'excision : selon un agent du centre social, les alertes d'excision ont fortement diminué depuis le lancement du projet confirmant un tant soi peu les chiffres ci-dessus et démontrant l'efficacité des actions menées avec des moyens limités.

- Autonomisation économique des femmes : le projet à travers la mise en place des AVEC a boosté les revenus des femmes, mobiliser l'épargne interne à un niveau jamais égalé (plus de 4 millions de FCFA⁴). Les femmes ont pu avoir accès aux prêts pour renforcer leurs différentes activités économiques et accroître ainsi leurs revenus. Pour arriver à ce résultat, le projet a modestement dépensé la somme de 210 000 FCFA pour la mise à disposition des kits AVEC.

En résumé, le projet d'appui à la promotion de l'abandon des mutilations génitales féminines dans la région du Bafing a démontré une efficacité certaine en maximisant au mieux les ressources disponibles pour atteindre des résultats significatifs sur une période prolongée. Il est parvenu à la fois à une meilleure gestion des fonds, une mobilisation des acteurs locaux, une embellie économique et une approche flexible.

4.4. L'impact

Pour mesurer l'impact réel et potentiel des activités du projet d'appui à la promotion de l'abandon des mutilations génitales féminines dans la région du Bafing au sein des communautés investies, trois axes clés ont été mis en avant : (i) la transformation des normes sociales et comportementales, (ii) l'autonomisation économique des femmes et (iii) le renforcement des capacités institutionnelles et communautaires.

⁴-C'est le montant évalué au moment de l'enquête. Il continuera d'augmenter jusqu'à la fin des différents cycles autour des mois de mars, avril et mai.



4.4.1. La transformation des normes sociales et comportementales

La première chose remarquable dans les données collectées est l'évolution des connaissances. Des études antérieures ont établi un lien entre le taux d'analphabétisme (qui rime ici avec ignorance) et la persistance des mutilations génitales féminines dans les sites d'intervention. Le projet a fortement contribué à élargir la base de connaissances globales sur les MGF. Ainsi, le nombre de personnes capables de citer au moins une conséquence des MGF est passé de 7,6% à 92,4%.

Au-delà du niveau de connaissance des populations, il faut relever le tabou qui entourait cette pratique. Le chef de Gouékan est très clair à ce sujet : « Depuis le lancement du projet, on sent que beaucoup de choses ont changé. Par rapport à certaines femmes⁵, que la thématique de l'excision soit abordée par un tiers en public est un grand pas parce que c'est le tabou complet. » La Directrice régionale du Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant est toute aussi formelle : « Le sujet des MGF est très délicat ici⁶. C'est grâce à la FONDATION DJIGUI que je peux parler aujourd'hui. »

La documentation fournie sur le projet met en relief l'atmosphère qui prévalait lorsque la thématique de l'excision était abordée au cours des dialogues communautaires. Sur certains sites, les facilitateurs ont eu beaucoup d'appréhension à aborder le sujet. Certains chefs de village ont été défiés voire intimidés pour leurs prises de position en faveur de l'abandon des MGF. Cette réalité est mieux dépeinte par le chef de Gouékan : « ... quand l'équipe⁷ est arrivée y'avait le chef de village de N'Gohisso qui est très jeune qui disait que mener l'activité lui créait beaucoup de problème chez lui parce que les personnes réellement concernées ne l'écoutaient pas, d'abord elles trouvaient déjà que c'était déplacé que lui un enfant vienne parler de ça... »

La mise en œuvre du paquet d'activités prévues dans le projet a apporté beaucoup de changements aussi bien au niveau des perceptions qu'au niveau des pratiques.

Au niveau des perceptions, on note que la question des MGF a été abordée sur tous les sites et au cours des différentes articulations du projet (dialogues communautaires, causeries-débats, réunions du cadre de concertation, etc.) et n'est plus une question taboue. Ces activités ont contribué à l'acquisition de nouvelles connaissances notamment au niveau des conséquences (médicales, sociales et psychologiques) des MGF, au niveau de la loi qui les réprime et au niveau de la prise en charge. Ce qui fait que 59,95% des répondants au

5- Les vieilles femmes qui entretiennent le mystère autour de la pratique et qui sont affublées du titre de gardiennes de la tradition.

6- La Région du Bafing

7- Il s'agit d'une mission du partenaire FON



questionnaire considèrent désormais les MGF comme une pratique traditionnelle néfaste contre 40,05%.

Pour ce qui est des pratiques, il y a eu également des changements notables qu'on peut appréhender à deux niveaux : les changements qui tendent à promouvoir l'abandon de la pratique et les changements qui s'inscrivent dans la perpétuation de la pratique. Comme mentionné dans l'un des rapports d'évaluation précédents⁸: « Il y a des tensions entre deux catégories idéologiquement divisées autour de la question de l'excision : d'un côté ceux qui soutiennent le maintien de la pratique, et de l'autre, ceux qui soutiennent qu'il faut abandonner cette pratique avec des arguments à l'appui. La tension entre ces deux catégories est perceptible à travers les menaces proférées à l'endroit des partisans de l'abandon... »

Cette réalité est aussi vécue sur les sites du projet actuel. Pour le chef de village de Sougouékan⁹ interrogé lors d'une mission de suivi, les partisans de la pratique y sont très attachés et profitent des grands événements comme les fêtes de Ramadan et de Tabaski pour faire exciser les filles. Ses efforts pour déconstruire les clichés autour des MGF poussent ces dernières à se cacher de lui pour opérer ou à exfiltrer les filles vers un village voisin¹⁰ pour les faire exciser.

Le chef de N'Gohisso est plus explicite : « Avant, la pratique se faisait dans le village. Aujourd'hui, il est difficile d'entendre qu'il y a eu excision ici. Peut-être que les gens se cachent mais personne ne pratique publiquement. » La simple implantation du projet sur les sites d'intervention induit un changement d'attitude. Les praticiens passent de la lumière à l'ombre ou utilisent la malice pour tromper la vigilance des acteurs de lutte. Ainsi, elles prétendent célébrer des cérémonies de circoncision alors qu'en réalité, il s'agit de réjouissances liées à l'excision des filles¹¹.

Depuis la cérémonie de lancement du projet en février 2024, les chefs de communautés s'accordent pour dire qu'il y a une réduction certaine de la prévalence. Sur plusieurs sites, il n'y a plus de cérémonie publique. Celles qui s'accrochent encore à la pratique vont sur d'autres sites ou se cachent pour mutiler les filles. Elles bénéficient de moins en moins du soutien des leaders communautaires, notamment les chefs de villages et les guides religieux.

L'évaluation relève que certains chefs de village sont fortement impliqués dans la promotion de l'abandon des mutilations génitales féminines. Ils jouent un rôle central dans la vie

8- Rapport d'évaluation finale du projet d'appui à la mise en œuvre de la résolution A/RES/67/146 des Nations Unies sur l'intensification de l'action mondiale visant à éliminer les mutilations génitales féminines (septembre 2022)

9- Un ancien militaire à la retraite

10- Le nom du village de Sinigoro revient plusieurs fois comme étant un sanctuaire de l'excision dans la zone. Ce village est situé dans la sous-préfecture de Gbêlo voisine la Sous-préfecture de Gouékan, site de l'actuel projet.

11- Cette situation a été observée dans beaucoup de villages non sites du projet notamment Mandougou



sociale et culturelle de la communauté. Ils se voient souvent attribuer le titre de gardiens de la tradition. Leur engagement est donc un levier puissant pour changer les normes sociales qui perpétuent ou tolèrent les pratiques traditionnelles néfastes à l'endroit des femmes et des filles comme les MGF.

Cet engagement se traduit par l'instauration de sanctions contre les MGF (amendes, offrandes¹²) notamment dans les villages de Gbênema et de N'Gohisso ou par afficher publiquement son opposition à la pratique comme à Sougouékan. Les réunions du cadre de concertation ont participé à renforcer cet engagement. En effet, collaborateurs directs de l'autorité administrative, il est difficile pour les chefs de village d'ignorer le dispositif de répression mis en place par l'État de Côte d'Ivoire. Le sous-préfet l'a très souvent rappelé au cours de ces assises. Il les a aussi encouragés à utiliser les canaux endogènes les plus efficaces pour faire passer les messages de sensibilisation sur les conséquences néfastes des MGF.

4.4.2. L'autonomisation économique des femmes

Les femmes et les filles sont les principales victimes des mutilations génitales féminines, mais elles sont aussi actrices clé du changement au sein des communautés. L'amélioration de leurs conditions sociales et économiques est un facteur déterminant pour lutter contre cette pratique. L'évaluation note que le mécanisme de l'Association Villageoise d'Épargne et de Crédit (AVEC) a été une réussite dans la mise en œuvre du projet et en lien avec l'autonomisation économique des femmes. En effet, l'AVEC a mobilisé sur les différents sites d'intervention la somme de plus de quatre millions de francs (4 000 000 FCFA) en moins d'un an.

Au niveau de la participation, l'évaluation note que 84% des membres sont des femmes. Cette forte participation des femmes est remarquable et montre leur engagement dans les activités économiques et financières des communautés des sites du projet. 88,57% d'entre elles reconnaissent une amélioration de leur situation économique. Cela s'explique par la facilité d'accès au crédit sans intermédiaire comme le reconnaît l'une d'entre elles : « Par moment, je manque de liquidité pour mon commerce. Je fais recours à l'AVEC sans problème. Par le passé, j'avais recours à des tiers qui me soumettaient à toutes sortes d'humeur et de frustrations¹³ ». Les prêts contractés ont été investis majoritairement dans des activités génératrices de revenus (65% des membres) notamment dans le secteur de l'agriculture et du commerce. Bien qu'assez modestes, ils ont permis aux bénéficiaires de faire face à leurs besoins urgents. L'exemple de cette bénéficiaire est éloquent : « Avant, quand la rentrée des classes pointait, on avait tous des soucis. Avec l'AVEC, ces soucis sont derrière nous ». A

12- Le village de Gbênema a instauré une amende de 50 000 FCFA et une offrande d'un bœuf comme sanction contre les MGF.

13- Propos tenus au cours d'un focus pendant la mission de suivi N°2.



court terme, l'AVEC permet de diversifier les activités (agriculture et commerce) et générer des revenus supplémentaires pour les membres. A long terme, c'est un puissant vecteur de réduction de la vulnérabilité¹⁴ des femmes et des filles face aux MGF.

L'autonomisation économique des femmes a aussi renforcé leur autonomie décisionnelle. Elles ne sont plus à la merci de leurs conjoints pour leurs besoins primaires ou ceux de leurs enfants. Plus de 75% d'entre elles estiment que l'AVEC a amélioré leur capacité à prendre des décisions dans leurs foyers. Une très grande majorité se dit disposée à apporter un concours à leurs conjoints en cas de besoin.

Enfin, l'AVEC a renforcé la solidarité et la confiance entre les différents membres. En effet, la tenue régulière de réunions, l'épargne collective mobilisée et les prêts accordés participent de la consolidation des liens et de l'assistance mutuelle entre les membres. Au cours de la mission de suivi N°2, le représentant du chef de village de Gouékan a indiqué que la rotation des réunions de l'AVEC permet aux membres de rester informés des nouvelles de chacun, contribuant ainsi à un sentiment de communauté et de solidarité.

4.4.3. Le renforcement des capacités institutionnelles et communautaires

Le projet a permis de mettre en place un cadre d'échanges dynamique entre les parties prenantes (autorités administratives, autorités coutumières et religieuses, leaders communautaires et facilitateurs communautaires). Ce mécanisme de redevabilité a facilité la collecte d'informations clés pour ajuster et améliorer les activités du projet. Il a aussi servi de lucarne au Directeur du centre social de Touba pour faire connaître sa structure dans la prévention et la prise en charge des différents cas de VBG.

Par ailleurs, l'implication des membres de la plate-forme dans l'animation des causeries-débats a produit plusieurs effets. Primo, les populations ont bénéficié des services de professionnels du travail social. Deuxio, les travailleurs sociaux ont pu gérer un cas de VBG¹⁵ qui leur a été soumis. En plus, ils en ont profité pour collecter des données importantes sur la mise en œuvre du projet du gouvernement dit « filets sociaux productifs ». Un constat se dégage : dans les villages qui profitent des filets sociaux, une pratique inquiétante a été mise en lumière. Comme le souligne l'un des agents sur le terrain : « Dans les villages qui profitent des filets sociaux, les hommes s'approprient exclusivement le montant des 36 000 F CFA destiné au ménage, sans consulter les femmes. Cette situation risque d'aggraver la vulnérabilité des ménages ». Ce témoignage met en lumière un enjeu crucial de gouvernance et d'équité dans la distribution des aides sociales.

14- De nombreuses études ont établi un lien entre pauvreté et pratiques traditionnelles néfastes envers les femmes et les filles.

15- Un cas de grossesse d'enfant a été référé au centre social de Touba.



4.5. Durabilité

Les éléments fondant la durabilité du projet sont à rechercher dans les éléments suivants:

1. Les engagements post-projet :

Les populations des sites du projet se sont véritablement appropriés le mécanisme de l'AVEC. Les femmes sont particulièrement motivées pour participer aux réunions hebdomadaires. 87,1% des membres affirment avoir participé à toutes les réunions jusque-là. C'est un outil qui s'inscrit dans la durée parce que les cycles durent 12 mois et sont renouvelables. Les résultats produits au cours de ce projet sont encourageants aussi bien au niveau de l'autonomisation économique des femmes qu'au niveau de la sensibilisation sur les MGF.

L'institution des réunions du cadre de concertation a été très utile pour l'atteinte des résultats du projet. Pour le Sous-préfet, c'est une bonne pratique qui permet de recueillir des informations clés. Il estime aussi que les sujets adressés par ce cadre peuvent être reversés aux réunions du Conseil de Sous-préfecture. Ce cadre institutionnel créé par décret¹⁶ et réactivé, réunit autour du Sous-préfet l'ensemble des chefs de village de la sous-préfecture pour échanger autour des questions d'intérêt commun. Le Sous-préfet n'exclut pas de mettre à l'ordre du jour la situation des VBG. Ce qui pourrait être un levier de pression supplémentaire pour l'implication effective des chefs de village dans la promotion de l'abandon des MGF. Il est utile de rappeler 86,96 des personnes sondées estiment que ce sont les chefs de villages qui sont habilités à prendre la décision d'abandonner les MGF au sein d'une communauté.

La reconnaissance des efforts des hommes-champions dans la promotion de l'abandon des violences faites aux femmes et aux filles est une source de motivation pour maintenir, sinon améliorer l'engagement des ces derniers. Trois d'entre eux sont chefs de village et deux ont institué des sanctions contre la pratique des mutilations génitales féminines.

2. Partage de données

La documentation et le partage des bonnes pratiques constituent un levier essentiel pour la durabilité du projet. En effet, les rapports produits (rapport d'évaluation initiale, rapports de suivi, rapport d'évaluation finale) fixent de façon tangible la riche expérience du terrain ayant donné des résultats mais aussi des échecs à capitaliser. Les fiches d'activités de routine et la base de données constituent en cela une source de traçabilité des méthodes ayant fonctionné comme par exemple associer les activités de sensibilisation aux réunions de l'AVEC ou le cas du chef de Sougouékan, dont l'engagement précoce contre les MGF est documenté et peut désormais servir de modèle reproductible.


16-Le décret n°83-1031 du 21 septembre 1983 abrogeant et remplaçant le décret n°67-233 du 02 juin 1967 portant création des conseils de sous-préfectures



En outre, les réunions du cadre de concertation où les échanges entre les différents acteurs ont été fructueux et où tout ce qui se dit est traduit pour permettre à tou(te)s d'être au même niveau d'information et donc de favoriser l'appropriation du projet ont été de véritables vitrines pour outiller les acteurs locaux.

Enfin, la documentation sur les AVEC produit deux effets. Primo, elle donne des détails leur mode de fonctionnement (84% des membres sont des femmes et 4 millions de FCFA mobilisé en moins d'un an). Deuxio, elle met en avant les témoignages des réussites concrètes (« Avant, la rentrée scolaire était un souci ... »). Ces éléments constituent une sorte de guide pour d'autres villages souhaitant reproduire le même modèle.



A group of people, including men and women, are sitting in a circle outdoors on plastic chairs. They are in front of a small building with a thatched roof. The scene is set in a rural area with trees in the background. The image has an orange overlay at the bottom where the text is located.

V. LEÇONS APPRISSES ET BONNES PRATIQUES



V. LEÇONS APPRISSES ET BONNES PRATIQUES

5.1. Bonnes pratiques

L'évaluation a identifié au titre des bonnes pratiques les points suivants :

1. Approche holistique combinant sensibilisation et autonomisation économique

La thématique des MGF relève du tabou dans la région. Toute une série de mystères et de mythes entourent la pratique. Ce qui fait dire à cet agent du Centre social de Touba « Pendant les causeries, il y a des femmes qui évitent le sujet des MGF en détournant le sujet. Dès qu'on aborde la question de leur autonomisation économique, elles sont plus ouvertes aux discussions ». Le projet a su créer un environnement favorable pour aborder la question des MGF. Le projet, en plus d'aborder d'autres thématiques a su lier les réunions des AVEC aux sessions de dialogues communautaires sur les MGF.

2. Implication systématique des chefs de village et des guides religieux

Les chefs de villages et les guides religieux ont été associés au lancement et à la clôture du projet, aux réunions du cadre de concertation, aux différentes missions de suivi et d'évaluation. Certains ont pris part aux sessions de dialogues communautaires et aux réunions des AVEC. Cette forte implication a été récompensée à travers des distinctions au titre des hommes-champions dans la promotion de l'abandon des MGF. En leur qualité de leaders communautaires et « gardiens de la tradition », le projet est venu légitimer le discours de certains d'entre eux sur les MGF. D'autres ont poussé leur engagement jusqu'à instaurer des sanctions locales contre la pratique.

3. Mécanisme communautaire de redevabilité

Les réunions du cadre de concertation entre les parties prenantes incluant les autorités administratives (Sous-préfet, Directrice Régionale du Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant, Directeur du Centre social de Touba), les acteurs locaux (chefs de village, guides religieux) ont permis d'ajuster les activités du projet et de renforcer l'appropriation locale. Ce fut un dispositif très important dans l'atteinte des résultats du projet.

4. Capitalisation systématique des données

Les progrès réalisés, les défis à surmonter, les activités ajustées sont tributaires d'une analyse profonde réalisée grâce aux outils de collecte développés. Une base de données Excel retraçant les grandes articulations du projet a constitué une balise solide pour la rédaction des rapports.



5.2. Leçons apprises

Tout au long de la mise en œuvre du projet, il y a eu des expériences très enrichissantes en termes de succès et de défis à relever qui peuvent être résumées en ces points :

1. L'importance de l'ancrage culturel

Le choix de dérouler les activités en s'appuyant sur des facilitateurs eux-mêmes issus des communautés a facilité la dissémination du projet au niveau local. L'usage des codes coutumiers et la prise en compte du contexte local a fait dire aux différents leaders interviewés que les activités étaient adaptées aux réalités locales. Cet ancrage culturel a favorisé la collecte et le traitement de données qui ont permis d'ajuster les activités du projet.

2. La nécessité de coupler le court et le long terme

La stratégie à retenir, c'est associer les AVEC (impact immédiat) aux activités de transformations des normes sociales (changement à long terme). Une très grande partie des dialogues communautaires a été réalisée au cours des réunions des AVEC. Cette approche a produit des résultats au point où 59,95% des personnes interrogées estiment que les MGF ne sont pas nécessaires pour préserver les traditions culturelles.

3. La résilience des praticiens des MGF

Des informations collectées au cours de l'évaluation et dans la revue documentaire font état de la capacité de résilience des populations favorables à la perpétuation des MGF. La première des choses est la production d'un discours construit du genre « on ne fait ça ici il y a longtemps », « on nous a dit d'arrêter, donc on a arrêté », etc. en présence des acteurs du changement. La deuxième chose, c'est le déplacement du « théâtre des opérations ». Une fois que le projet s'installe sur un site, il n'y a plus d'activité d'excision sur ce site. Les filles sont déportées vers un autre site non touché par les activités de sensibilisation. Très souvent, elles usent de malice. Traditionnellement, les lundis sont consacrés à la circoncision des garçons et les mardis à l'excision des filles. Les filles sont finalement excisées le lundi et les cérémonies festives organisées sont attribuées à la circoncision des garçons. Enfin, toutes les grandes réjouissances sont suspectes. L'inauguration d'un lieu de culte peut cacher une activité d'excision, les festivités d'un mariage peuvent se confondre avec des manifestations liées à l'excision des filles. Toutes ces pratiques clandestines nécessitent un suivi particulier.

4. L'autonomisation économique comme levier clé pour la promotion de l'abandon des MGF.

Les femmes ont été très nombreuses à investir les AVEC. Celles qui demandent à adhérer au mécanisme sont plus nombreuses que les adhérentes. Elles ont exprimé le vœu de voir les AVEC muer en coopérative. Plusieurs d'entre elles ont été sensibles au fait que le projet leur



ait donné l'opportunité de se réaliser. Elles sont par conséquent plus ouvertes aux différents messages véhiculés par le projet.

5. L'effet limité des approches purement répressives

Au cours des réunions du cadre de concertation, le Sous-préfet a toujours prodigué des conseils aux chefs de villages en les exhortant à prendre des initiatives pour sensibiliser leurs populations sur les conséquences graves des MGF. Il ne manquait pas cependant de rappeler que force doit rester à la loi. Devant les témoignages des défis importants liés à la résistance culturelle, le Sous-préfet recommande : « La sensibilisation pour une prise de conscience est plus durable et efficace que la menace d'une sanction ». Le langage construit « on nous a dit d'arrêter » tire sa substance des messages de menaces de répression. Plusieurs personnes interrogées se sont exprimées ainsi : « on nous a dit d'arrêter mais nous on ne sait pas pourquoi ». Par ailleurs, 62,24% des personnes interrogées lient les principaux obstacles à l'abandon des MGF au manque de sensibilisation. Le constat est qu'une proportion importante de la population n'est pas convaincue des conséquences néfastes des MGF et par conséquent pas disposée à abandonner la pratique. Elles mettent donc en place des mesures de contournement du dispositif en place.

The background image shows two men in conversation. On the left, a man in a grey jacket is seen in profile, looking towards the right. On the right, an older man wearing a light-colored hat and a patterned shirt is looking back at him. They are under a structure with a thatched roof made of bamboo and dried grass. The scene is brightly lit, suggesting daylight. The text is overlaid on an orange semi-transparent band across the middle of the image.

VI.

DEFIS A RELEVER POUR CONSOLIDER LES ACQUIS DU PROJET



VI. DEFIS A RELEVER POUR CONSOLIDER LES ACQUIS DU PROJET

Le projet d'appui à la promotion de l'abandon des mutilations génitales féminines dans la région du Bafing a réalisé des progrès qui doivent être consolidés et améliorés pour les prochaines interventions. Pour cela, il faut travailler sur les défis qui ont été relevés par l'évaluation et qui se présentent comme suit :

1. Persistance des pratiques clandestines

L'évaluation a relevé la persistance des cas de pratiques clandestines sous différentes formes. Des sites ont été identifiés comme étant des « sanctuaires de l'excision ». Il s'agit principalement de villages non couverts par les activités du projet. Seulement, des villages comme Sougouékan font exfiltrer leurs filles vers ces sites. Cette situation appelle au moins trois explications possibles : soit les populations ne sont pas convaincues des conséquences néfastes des MGF, soient elles n'ont pas été exposées aux messages du projet ou bien elles s'obstinent à faire exciser les filles malgré tout. Dans tous les cas de figure, des efforts supplémentaires restent à faire pour parvenir à protéger les filles contre cette forme de violence.

2. Résistances culturelles profondes

Les données collectées indiquent que 40,05% des personnes interrogées considèrent les MGF comme une pratique culturelle nécessaire pour la préservation des valeurs traditionnelles. C'est une frange importante de la population qui s'accroche encore à la tradition. Tous les prétextes sont bons pour éviter les représailles. C'est dans ce contexte que certaines femmes reproduisent des discours superficiels du genre « On ne fait plus ça ici ». Cette résistance culturelle est à la base des pratiques clandestines. C'est certainement l'un des plus grands défis à relever pour parvenir à l'abandon total des mutilations génitales féminines.

3. Limites de l'autonomisation économique

Le mécanisme AVEC a mobilisé plus de 4 millions de francs en moins d'un an et permis à plusieurs femmes ont d'améliorer leurs revenus. L'évaluation note que les activités sont limitées à l'épargne et au crédit. Il n'y a pas de politique de renforcement des différents membres en termes de comptabilité simplifiée, montage de petits projets, etc. Cet aspect est bien ressorti dans l'enquête. En effet, 53,23% des membres estiment que l'AVEC doit inclure la formation en gestion financière pour améliorer son impact sur l'autonomisation économique des femmes.

4.Engagement inégal des autorités coutumières et des leaders communautaires

L'abandon des pratiques traditionnelles néfastes et particulièrement des mutilations génitales féminines ne saurait être une réalité sans l'implication véritables des chefs de villages et des guides religieux. 86,96 des répondants les désignent comme étant les personnes indiquées



pour décider de l'abandon de la pratique dans une communauté. L'évaluation relève que ces leaders n'ont pas le même niveau d'engagement. Bien qu'impliqué dans les activités du projet, le chef du village de N'Gohisso indique que le rôle du chef n'a pas été suffisamment pris en compte dans les activités de sensibilisation. Il est rejoint en cela par le chef de Vayasso qui dénonce le fait qu'il n'ait pas été associé aux activités du projet alors qu'il était dans des meilleurs dispositions pour accompagner les facilitateurs dans leur mission. Le président des jeunes du village est plus catégorique : « Je ne suis informé de rien et je ne peux pas me prononcer sur ce dont je ne sais rien ». Son vice-président explique que le projet n'a pas associé la jeunesse en tant qu'entité. Du coup, le leader et ses membres ne se sont pas sentis concernés par le projet. Cette réalité semble être la même à Gouékan et à Sougouékan où les leaders des jeunes estiment que la jeunesse en tant qu'entité n'a pas été associée aux activités du projet.

5. Qualités des données de routine

Les outils de collecte (fiches d'activités) sont mal maîtrisés par les facilitateurs qui sont pour la plupart analphabètes. Ils rapportaient les activités à travers des vocaux transmis au coordonnateur régional. L'évaluation constate la déperdition de plusieurs données de qualité qui ne ressortent qu'au cours des entretiens réalisés pendant les missions de suivi et d'évaluation ou au cours des réunions du cadre de concertation. Quelques fiches renseignées par certains facilitateurs sont inexploitable. Les données sont incomplètes ou imprécises et limitent par conséquent l'analyse des progrès réalisés ou des défis à relever.

6. Prise en charge des survivantes des MGF

Le projet a peu abordé la question de l'accompagnement médical et psychosocial des survivantes de MGF. Pourtant ce volet est un pan important dans la promotion de l'abandon de cette pratique. Les survivantes sont livrées à elles-mêmes et méconnaissent les voies de recours qui s'offrent à elles quand elles existent.

VII. RECOMMANDATIONS

Les recommandations formulées par l'évaluation sont de trois ordres :

- (i) les recommandations stratégiques à l'attention des décideurs et des partenaires,
- (ii) les recommandations opérationnelles pour l'amélioration des prochaines interventions et
- (iii) les recommandations pour la durabilité pour maintenir les résultats obtenus.

7.1. Les recommandations stratégiques

1. **Étendre la couverture géographique du projet** : cibler les villages non couverts par le présent projet notamment les 3 autres villages de la Sous-préfecture de Gouékan que sont Sodima, Toubaco-Gouékan et Oualou-Gouékan et au-delà pour toucher des villages



sanctuaires comme Sinigoro et Mandougou dans la sous-préfecture voisine de Gbêlô.

2. Plaidoyer national : utiliser les résultats du projet pour influencer les politiques publiques (aménager des plages horaires pour intégrer des modules sur les MGF dans les programmes scolaires dans les zones à forte prévalence comme la région du Bafing).

3. Accentuer la collaboration transfrontalière : travailler avec les autorités administratives de la Guinée voisine pour prévenir l'exfiltration des filles dans les villages voisins¹ pour les faire exciser.

4. Financement durable : mobiliser des fonds supplémentaires pour prolonger les interventions sur 3 à 5 ans et consolider durablement les changements.

7.2. Les recommandations opérationnelles

5. Élaborer des messages ciblés : adapter les activités et les messages de sensibilisation aux couches réticentes (femmes âgées, matrones, présidentes des femmes) à travers des visuels, des témoignages de survivantes ou de parents de victimes.

6. Impliquer davantage les jeunes et les hommes : la population des sites du projet à l'image de la population ivoirienne et de plus en plus jeune. Impliquer les jeunes à toutes les étapes de la mise en œuvre du projet pourrait faire naître de nouvelles générations outillées et aptes à abandonner les pratiques traditionnelles néfastes dont les MGF.

7. Installer des comités de veille : la mise en place de ces comités composés de femmes et de jeunes est nécessaire pour signaler les cas suspects notamment les cas d'exfiltration des filles vers d'autres sites pour les faire exciser.

8. Impliquer davantage les leaders communautaires : les chefs de villages, les guides religieux, les leaders des femmes et des jeunes doivent être au cœur des stratégies de sensibilisation. Pour cela, il faut les associer à toutes les étapes de la mise en œuvre du projet.

9. Promouvoir davantage la masculinité positive : organiser des sessions spécifiques à l'attention des hommes et des futurs maris sur les notions de masculinité positives pour en faire des alliés.

10. Renforcer les AVEC : intégrer des formations à l'attention des membres sur la gestion financière, le montage des projets et l'alphabétisation fonctionnelle.

¹- Bien que disposant d'une loi qui réprime les MGF, les villages frontaliers de la Guinée organisent de grandes cérémonies publiques où des dizaines de filles sont excisées dans des forêts consacrées à cet effet. Le taux de prévalence des MGF en Guinée est de plus de 90%.



11. Simplifier les outils de collecte : créer des fiches d'activités visuelles pour les facilitateurs analphabètes et les coacher tout au long de la mise en œuvre du projet.

12. Intégrer la prise en charge des survivantes dans les prochaines interventions : établir des partenariats avec les centres de santé et les centres sociaux pour offrir une prise en charge médicale des complications et une prise en charge psychosociale.

7.3. Les recommandations pour la durabilité pour maintenir les résultats obtenus.

13. Renforcer les mécanismes locaux de suivi : pérenniser les réunions du cadre de concertation en les intégrant aux réunions du Conseil de sous-préfecture.

14. Renforcer l'autonomisation économique des femmes : transformer les AVEC en coopératives durables avec un accès facilité aux financements.

15. Renforcer l'engagement des leaders communautaires : maintenir la distinction des « hommes-champions » et former les nouveaux chefs sur les conséquences néfastes des VBG et des pratiques traditionnelles néfastes.

16. Capitaliser les bonnes pratiques : documenter les réussites (AVEC, sanctions locales) et les échecs (pratiques clandestines) du projet.



VIII. CONCLUSION

Le projet d'appui à la promotion de l'abandon des mutilations génitales dans la région du Bafing a réalisé d'énormes progrès dans la transformation des normes sociales et dans l'autonomisation économique des femmes. L'approche holistique utilisée a permis de briser le tabou autour de la pratique. En effet, en combinant les dialogues communautaires, les réunions de l'AVEC, les causeries-débats, les réunions du cadre de concertation, le projet a su s'adapter au contexte local. Les données collectées mentionnent une meilleure connaissance des conséquences néfastes des MGF par les populations. Aujourd'hui, plusieurs personnes estiment que ce n'est pas une pratique nécessaire pour la préservation de la tradition. L'engagement de certains leaders communautaires a légitimé le discours d'abandon des MGF sur plusieurs sites. Les activités des AVEC ont amélioré les revenus des femmes, renforçant ainsi leur autonomisation économique.

A côté de ces résultats encourageants, il y a des défis persistants notamment les résistances culturelles, la pratique clandestine, le renforcement des AVEC, la prise en charge des survivantes. Dès lors, il apparaît nécessaire de consolider les acquis. Pour cela, il faut étendre la couverture géographique, renforcer l'implication des leaders communautaires, approfondir les stratégies de sensibilisation et installer ou améliorer les mécanismes de surveillance. La durabilité des acquis quant à elle passera par l'institutionnalisation du cadre de concertation à travers le Conseil de sous-préfecture, le maintien de la distinction des hommes champions, la pérennisation des AVEC.

Ce projet a fait la démonstration de ce qu'une approche multidimensionnelle associant la sensibilisation à l'autonomisation économique des femmes et au renforcement du leadership local peut être un levier efficace pour la transformation des normes sociales qui perpétuent la violence à l'endroit des femmes et des filles. La documentation des bonnes pratiques et leçons apprises ouvre la voie à des interventions plus efficaces pour créer un environnement sécurisé où les femmes et filles vivent sans violence et jouissant de leurs droits.

ANNEXES

ANNEXES



Photo 1 : Des membres de l'équipe d'évaluation échangeant avec des femmes pour collecter des données



Photo 2 : La représentante du Programme National de Lutte contre les Violences Basées sur le Genre en plein entretien à Gouékan



Photo 3 : Une vue de l'équipe d'évaluation administrant le questionnaire auprès des populations du village de N'Gohisso



Photo 4 : Le chef de mission (à droite) s'entretenant avec le chef de N'Gohisso (à gauche)



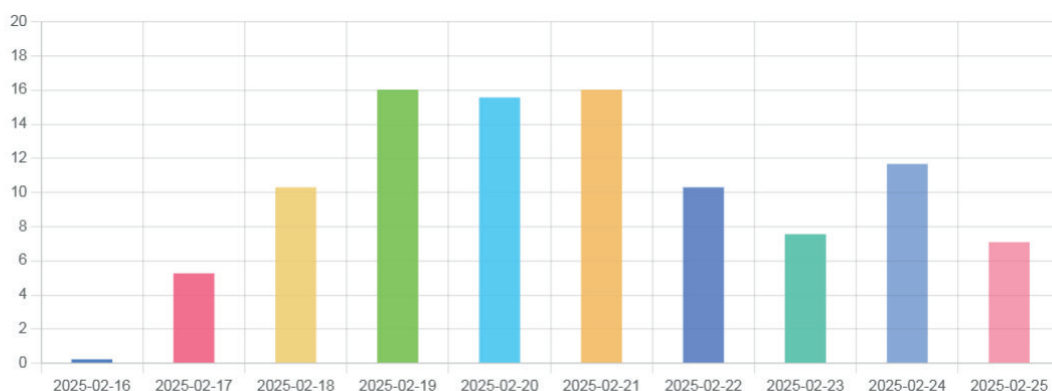
Photo 5 : l'équipe de mission interrogeant le président des jeunes du village de Gouékan



Legende ?? - image tirée de la video institutionnelle

ANNEXES

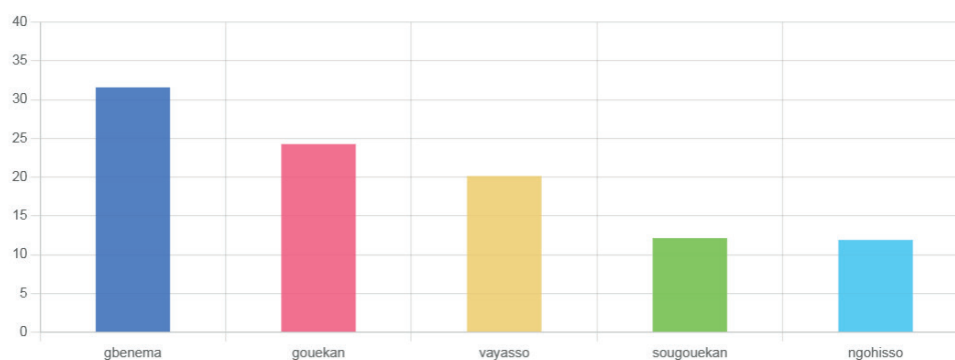
TYPE : DATE. 437 sur 437 répondants ont répondu à cette question. (0 étaient sans données.)



Valeur	Fréquence	Pourcentage
2025-02-16	1	0.23
2025-02-17	5	5.26
2025-02-18	10	10.3
2025-02-19	16	16.02
2025-02-20	15	15.56
2025-02-21	16	16.02
2025-02-22	10	10.3
2025-02-23	7	7.55
2025-02-24	11	11.67
2025-02-25	7	7.09

1. Nom du village

TYPE : SELECT_ONE. 437 sur 437 répondants ont répondu à cette question. (0 étaient sans données.)

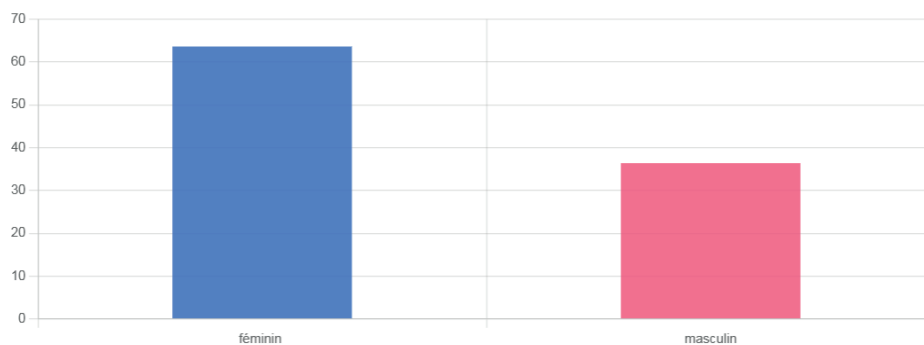


ANNEXES

Valeur	Fréquence	Pourcentage
gbenema	138	31.58
gouekan	106	24.26
vayasso	88	20.14
sougouekan	53	12.13
ngohisso	52	11.9

2. Sexe

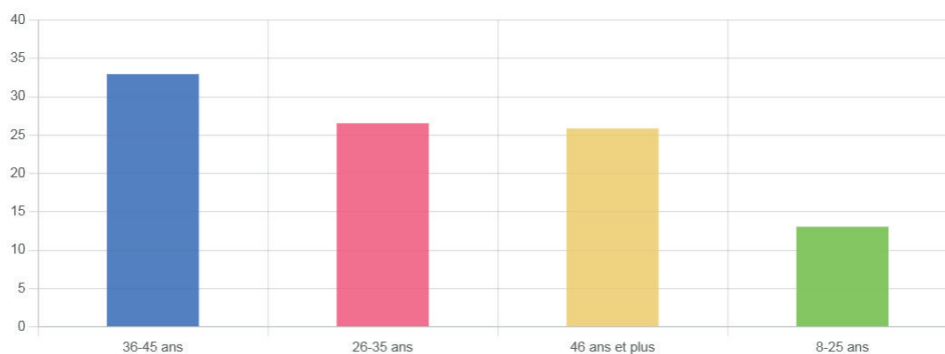
TYPE : SELECT_ONE. 437 sur 437 répondants ont répondu à cette question. (0 étaient sans données.)



Valeur	Fréquence	Pourcentage
féminin	278	63.62
masculin	159	36.38

3. Âge

TYPE : SELECT_ONE. 430 sur 437 répondants ont répondu à cette question. (7 étaient sans données.)

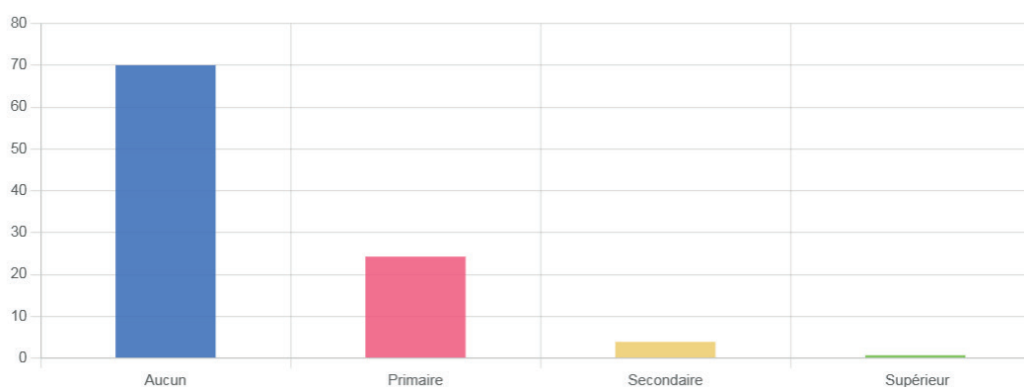


ANNEXES

Valeur	Fréquence	Pourcentage
36-45 ans	144	32.95
26-35 ans	116	26.54
46 ans et plus	113	25.86
8-25 ans	57	13.04

4. Niveau d'éducation

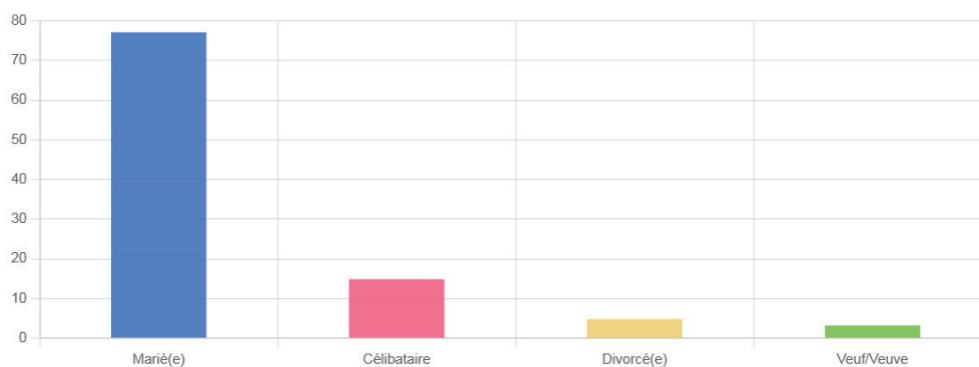
TYPE : SELECT_ONE. 432 sur 437 répondants ont répondu à cette question. (5 étaient sans données.)



Valeur	Fréquence	Pourcentage
Aucun	306	70.02
Primaire	106	24.26
Secondaire	17	3.89
Supérieur	3	0.69

5. Statut matrimonial

TYPE : SELECT_ONE. 437 sur 437 répondants ont répondu à cette question. (0 étaient sans données.)

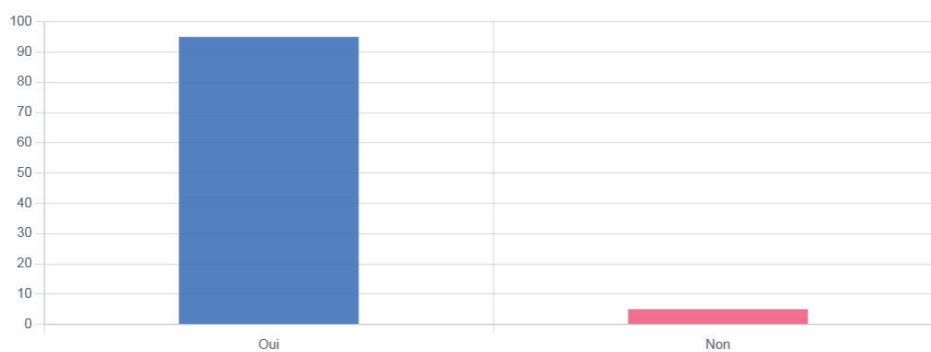


ANNEXES

Valeur	Fréquence	Pourcentage
Marié(e)	337	77.12
Célibataire	65	14.87
Divorcé(e)	21	4.81
Veuf/Veuve	14	3.2

6. Avez-vous déjà entendu parler des mutilations génitales féminines (MGF) ?

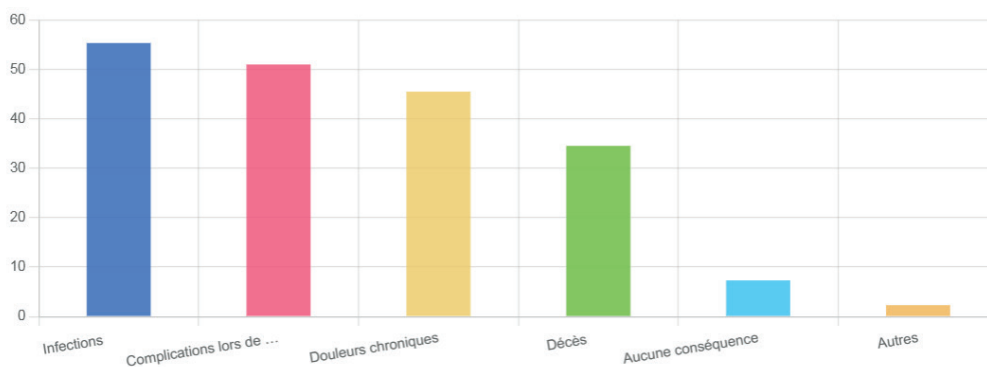
TYPE : SELECT_ONE. 437 sur 437 répondants ont répondu à cette question. (0 étaient sans données.)



Valeur	Fréquence	Pourcentage
Oui	415	94.97
Non	22	5.03

7. Selon vous, quelles sont les conséquences des MGF sur la santé des femmes et des filles ?

TYPE : SELECT_MULTIPLE. 420 sur 437 répondants ont répondu à cette question. (17 étaient sans données.)



ANNEXES

Valeur	Fréquence	Pourcentage
Infections	242	55.38
Complications lors de l'accouchement	223	51.03
Douleurs chroniques	199	45.54
Décès	151	34.55
Aucune conséquence	32	7.32
Autres	10	2.29

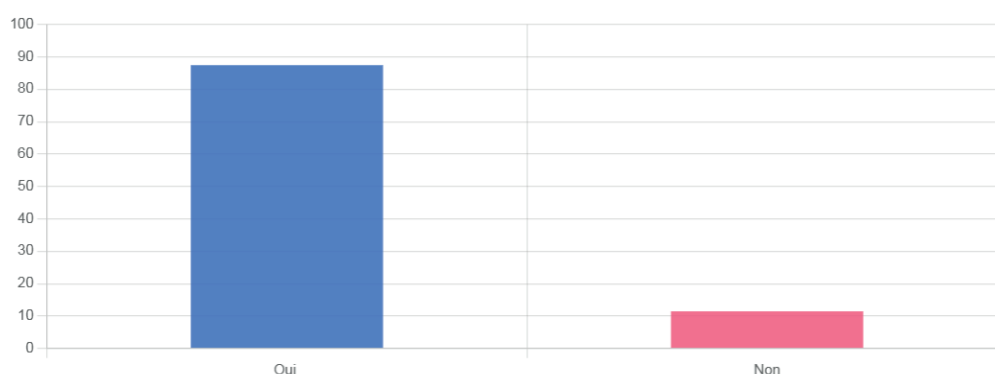
8. Si autres conséquences, précisez

TYPE : TEXT. 14 sur 437 répondants ont répondu à cette question. (423 étaient sans données.)

Valeur	Fréquence	Pourcentage
Ne sait pas	5	1.14
Stérilité	3	0.69
Cette femme dit qu'elle n'a pas été exisérété	1	0.23
Hémorragies intenses	1	0.23
Hémorragies	1	0.23
Pas de plaisir pour les femmes excisees	1	0.23
La sterilité	1	0.23
Sterilité	1	0.23

9. Avez-vous déjà entendu parler des violences basées sur le genre (VBG) ?

TYPE : SELECT_ONE. 432 sur 437 répondants ont répondu à cette question. (5 étaient sans données.)



Valeur	Fréquence	Pourcentage
Oui	382	87.41
Non	50	11.44

ANNEXES

10. Selon vous, quelles sont les formes de violences basées sur le genre (VBG) ?

TYPE : SELECT_MULTIPLE. 411 sur 437 répondants ont répondu à cette question. (26 étaient sans données.)



Valeur	Fréquence	Pourcentage
Violence psychologique	234	53.55
Violence physique	229	52.4
Violence sexuelle	166	37.99
Violence économique	66	15.1
Aucune idée	24	5.49
Autre	4	0.92

11. Si autre, précisez

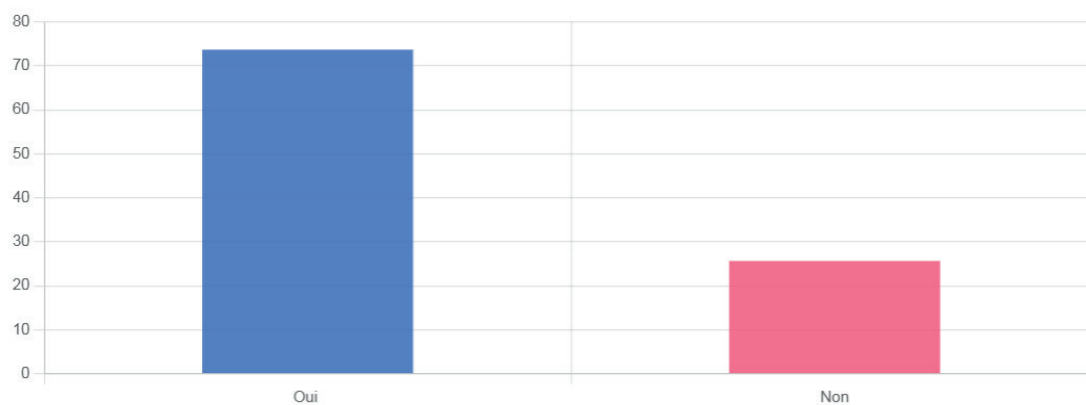
TYPE : TEXT. 6 sur 437 répondants ont répondu à cette question. (431 étaient sans données.)

Valeur	Fréquence	Pourcentage
Ne sait pas	3	0.69
Ne sait	1	0.23
Déni d'opportunité	1	0.23
Non	1	0.23

ANNEXES

12. Avez-vous participé à des activités de sensibilisation sur les MGF et les VBG organisées par le projet ?

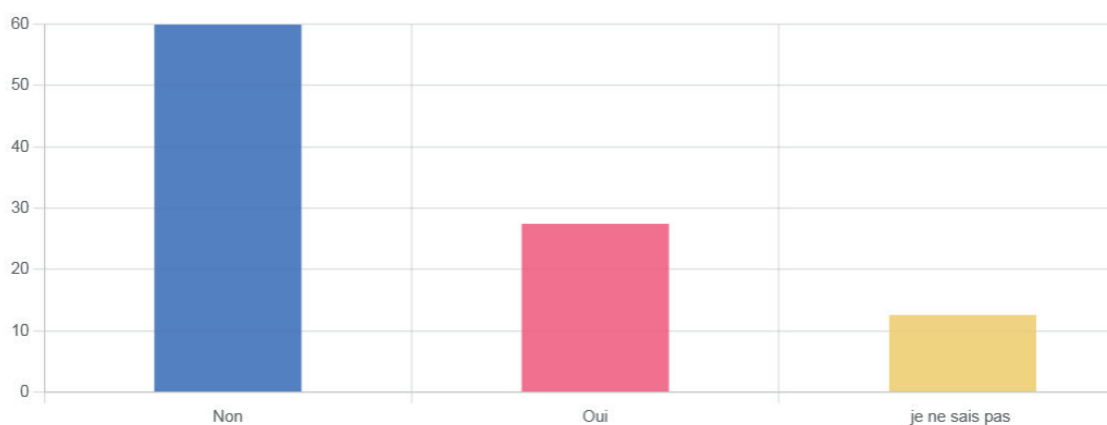
TYPE : SELECT_ONE. 434 sur 437 répondants ont répondu à cette question. (3 étaient sans données.)



Valeur	Fréquence	Pourcentage
Oui	322	73.68
Non	112	25.63

12. Pensez-vous que les MGF sont une pratique nécessaire pour préserver les traditions culturelles ?

TYPE : SELECT_ONE. 437 sur 437 répondants ont répondu à cette question. (0 étaient sans données.)

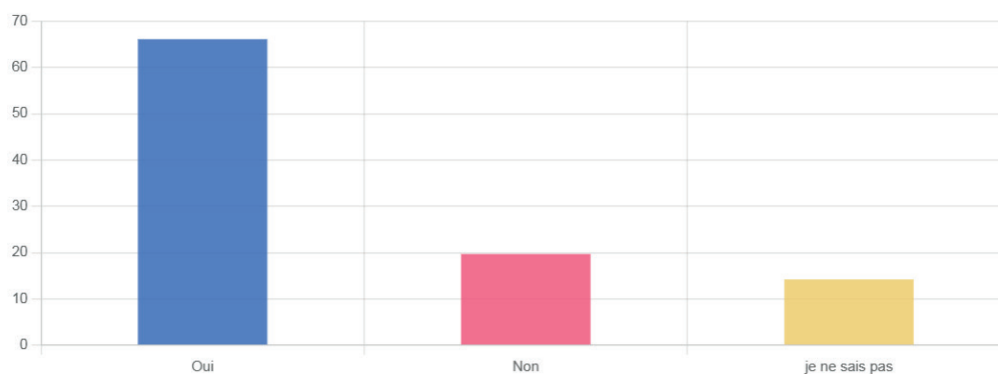


Valeur	Fréquence	Pourcentage
Non	262	59.95
Oui	120	27.46
je ne sais pas	55	12.59

ANNEXES

13. Pensez-vous que les MGF devraient être abandonnées ?

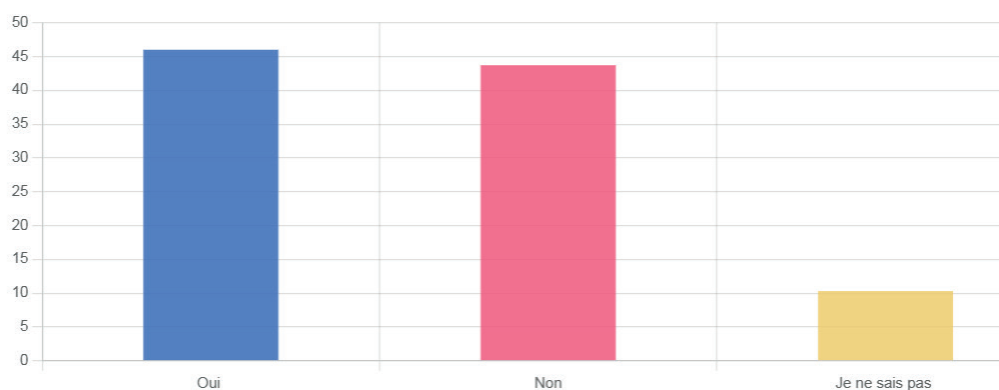
TYPE : SELECT_ONE. 437 sur 437 répondants ont répondu à cette question. (0 étaient sans données.)



Valeur	Fréquence	Pourcentage
Oui	289	66.13
Non	86	19.68
je ne sais pas	62	14.19

14. Pensez-vous que les violences basées sur le genre (VBG) sont acceptables dans certaines situations ?

TYPE : SELECT_ONE. 437 sur 437 répondants ont répondu à cette question. (0 étaient sans données.)

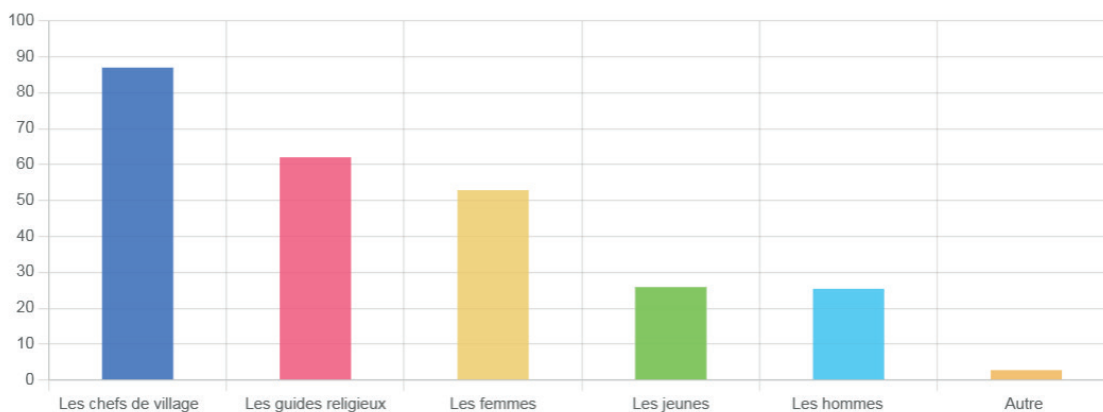


Valeur	Fréquence	Pourcentage
Oui	201	46
Non	191	43.71
Je ne sais pas	45	10.3

ANNEXES

15. Selon vous, qui devrait prendre la décision d'abandonner les MGF dans une communauté ?

TYPE : SELECT_MULTIPLE. 437 sur 437 répondants ont répondu à cette question. (0 étaient sans données.)



Valeur	Fréquence	Pourcentage
Les chefs de village	380	86.96
Les guides religieux	271	62.01
Les femmes	231	52.86
Les jeunes	113	25.86
Les hommes	111	25.4
Autre	12	2.75

16. Si autre, précisez

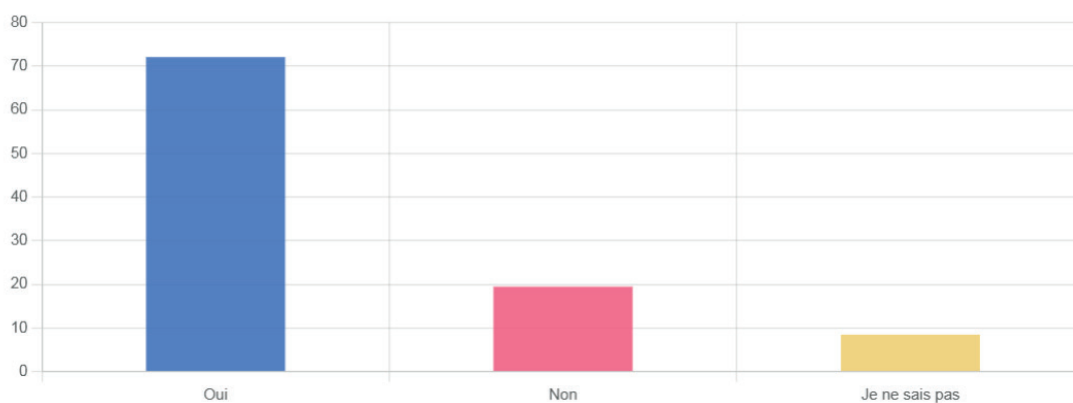
TYPE : TEXT. 11 sur 437 répondants ont répondu à cette question. (426 étaient sans données.)

Valeur	Fréquence	Pourcentage
Chef de terre	6	1.37
Sous préfet	1	0.23
AVEC	1	0.23
Elle ne s'ouvre pas	1	0.23
LES GENDARMES	1	0.23
La responsable des femmes	1	0.23

ANNEXES

17. Pensez-vous que les femmes et les filles devraient avoir le droit de refuser les MGF ?

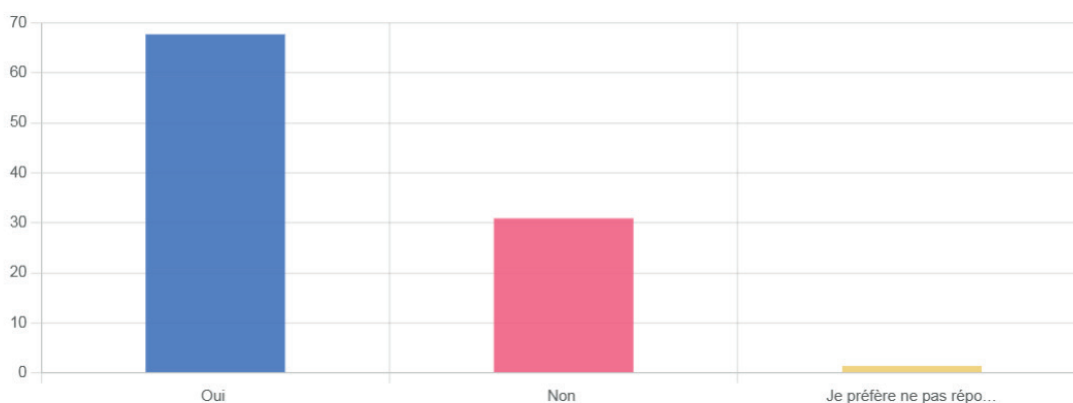
TYPE : SELECT_ONE. 437 sur 437 répondants ont répondu à cette question. (0 étaient sans données.)



Valeur	Fréquence	Pourcentage
Oui	315	72.08
Non	85	19.45
Je ne sais pas	37	8.47

18. Avez-vous déjà participé à une cérémonie d'excision dans votre communauté ?

TYPE : SELECT_ONE. 437 sur 437 répondants ont répondu à cette question. (0 étaient sans données.)

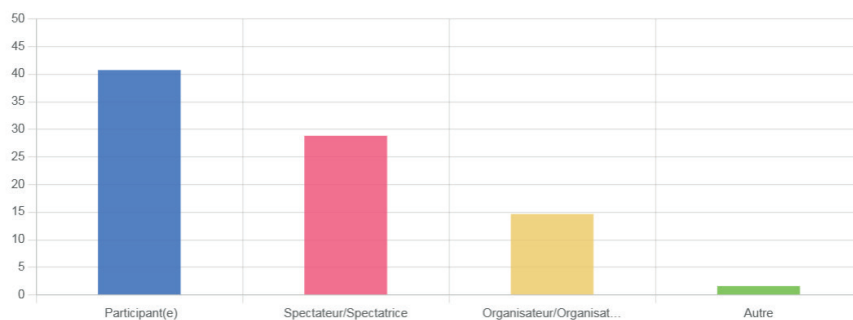


Valeur	Fréquence	Pourcentage
Oui	296	67.73
Non	135	30.89
Je préfère ne pas répondre	6	1.37

ANNEXES

19. Si oui, quelle était votre rôle dans cette cérémonie ?

TYPE : SELECT_ONE. 375 sur 437 répondants ont répondu à cette question. (62 étaient sans données.)



Valeur	Fréquence	Pourcentage
Participant(e)	178	40.73
Spectateur/Spectatrice	126	28.83
Organisateur/Organisatrice	64	14.65
Autre	7	1.6

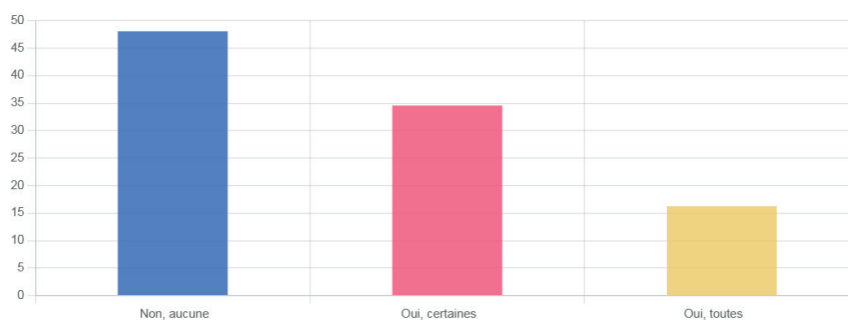
20. Si autre, précisez

TYPE : TEXT. 6 sur 437 répondants ont répondu à cette question. (431 étaient sans données.)

Valeur	Fréquence	Pourcentage
RAS	3	0.69
NON	2	0.46
Excisée	1	0.23

21. Avez-vous des filles dans votre famille ? Si oui, ont-elles été excisées ?

TYPE : SELECT_ONE. 432 sur 437 répondants ont répondu à cette question. (5 étaient sans données.)

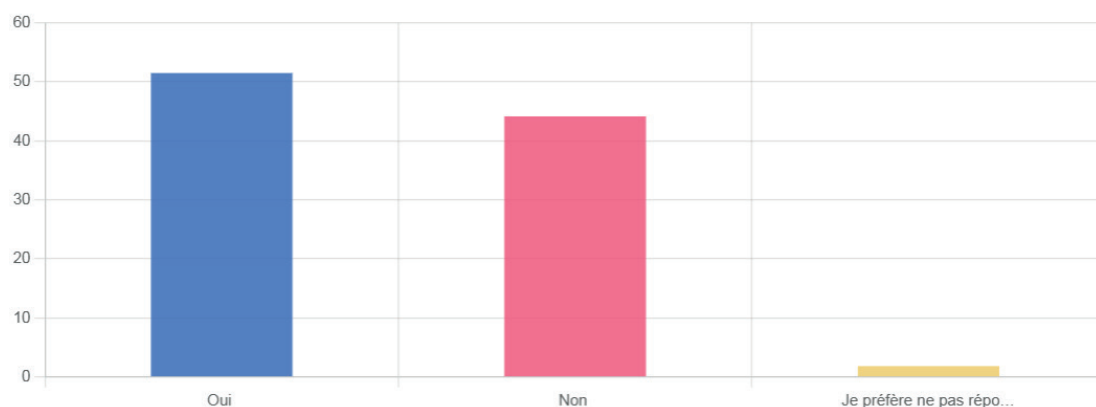


Valeur	Fréquence	Pourcentage
Non, aucune	210	48.05
Oui, certaines	151	34.55
Oui, toutes	71	16.25

ANNEXES

22. Avez-vous déjà été témoin ou victime de violences basées sur le genre (VBG) dans votre communauté ?

TYPE : SELECT_ONE. 426 sur 437 répondants ont répondu à cette question. (11 étaient sans données.)



Valeur	Fréquence	Pourcentage
Oui	225	51.49
Non	193	44.16
Je préfère ne pas répondre	8	1.83

23. Si autre, précisez

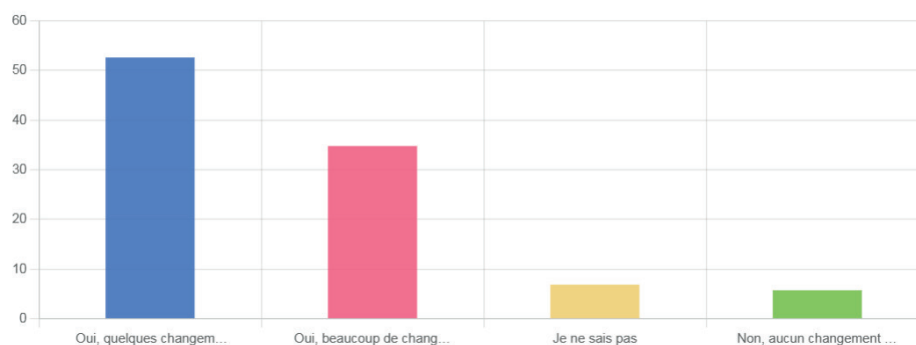
TYPE : TEXT. 19 sur 437 répondants ont répondu à cette question. (418 étaient sans données.)

Valeur	Fréquence	Pourcentage
Non	7	1.6
Ne sait pas	4	0.92
NON	4	0.92
RAS	2	0.46
Ne sais pas	1	0.23
Repas en retard	1	0.23

ANNEXES

24. Depuis le début du projet, avez-vous remarqué des changements dans les attitudes de votre communauté vis-à-vis des MGF ?

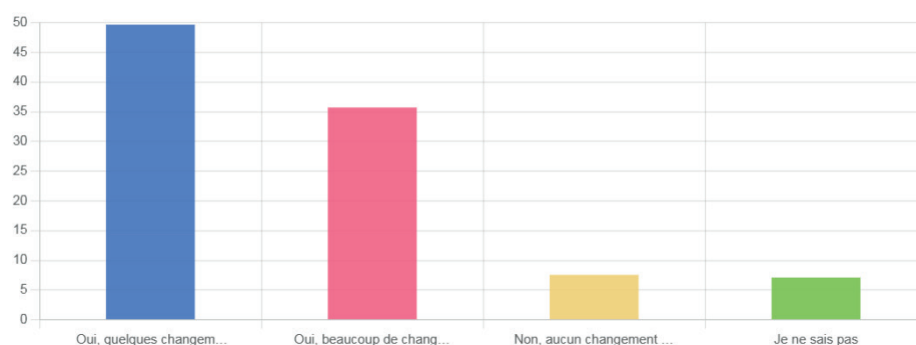
TYPE : SELECT_ONE. 437 sur 437 répondants ont répondu à cette question. (0 étaient sans données.)



Valeur	Fréquence	Pourcentage
Oui, quelques changements	230	52.63
Oui, beaucoup de changements	152	34.78
Je ne sais pas	30	6.86
Non, aucun changement	25	5.72

25. Depuis le début du projet, avez-vous remarqué des changements dans les pratiques liées aux MGF dans votre communauté ?

TYPE : SELECT_ONE. 437 sur 437 répondants ont répondu à cette question. (0 étaient sans données.)

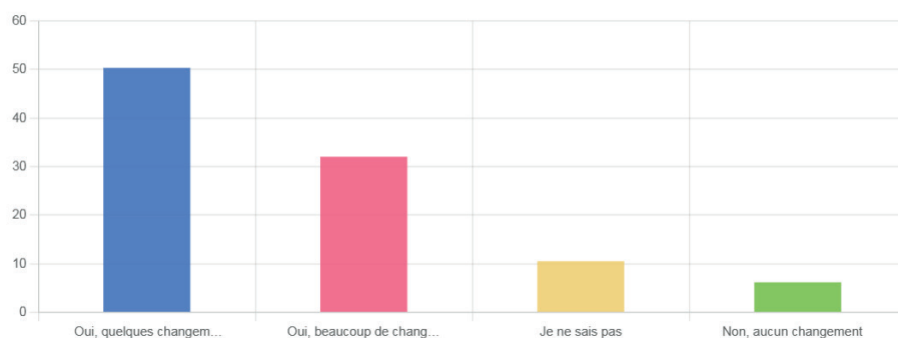


Valeur	Fréquence	Pourcentage
Oui, quelques changements	217	49.66
Oui, beaucoup de changements	156	35.7
Non, aucun changement	33	7.55
Je ne sais pas	31	7.09

ANNEXES

26. Depuis le début du projet, avez-vous remarqué des changements dans les attitudes de votre communauté vis-à-vis des VBG ?

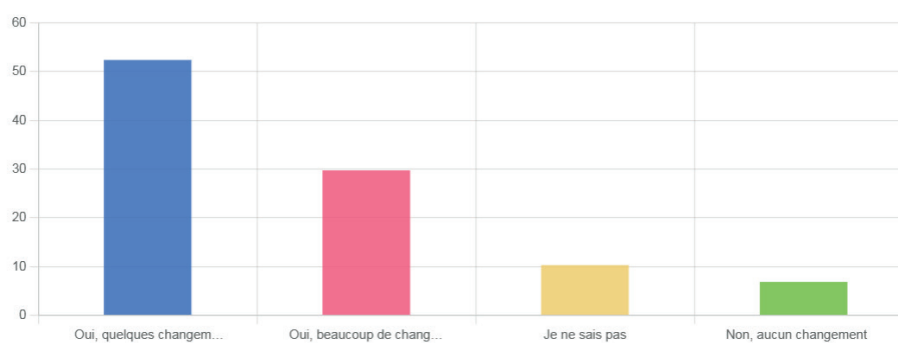
TYPE : SELECT_ONE. 433 sur 437 répondants ont répondu à cette question. (4 étaient sans données.)



Valeur	Fréquence	Pourcentage
Oui, quelques changements	220	50.34
Oui, beaucoup de changements	140	32.04
Je ne sais pas	46	10.53
Non, aucun changement	27	6.18

27. Depuis le début du projet, avez-vous remarqué des changements dans les pratiques liées aux VBG dans votre communauté ?

TYPE : SELECT_ONE. 434 sur 437 répondants ont répondu à cette question. (3 étaient sans données.)

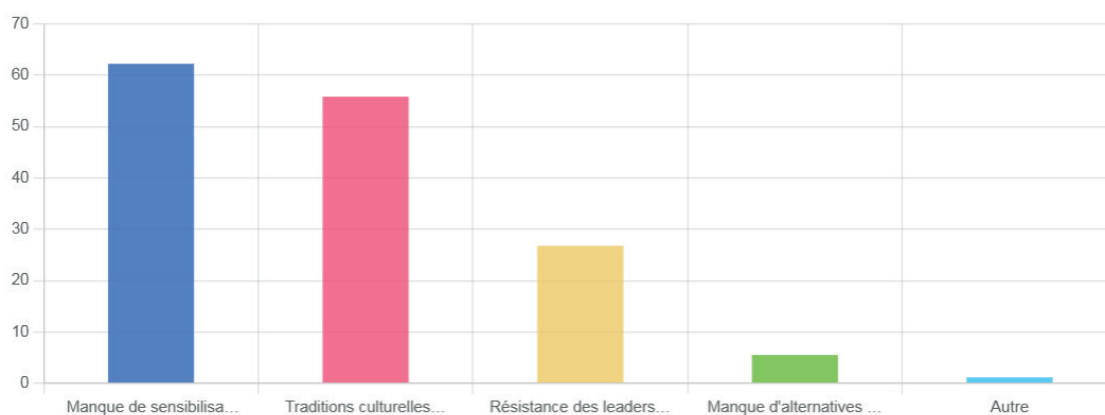


Valeur	Fréquence	Pourcentage
Oui, quelques changements	229	52.4
Oui, beaucoup de changements	130	29.75
Je ne sais pas	45	10.3
Non, aucun changement	30	6.86

ANNEXES

28. Selon vous, quels sont les principaux obstacles à l'abandon des MGF dans votre communauté ?

TYPE : SELECT_MULTIPLE. 437 sur 437 répondants ont répondu à cette question. (0 étaient sans données.)



Valeur	Fréquence	Pourcentage
Manque de sensibilisation	272	62.24
Traditions culturelles	244	55.84
Résistance des leaders communautaires	117	26.77
Manque d'alternatives économiques	24	5.49
Autre	5	1.14

29. Si autre, précisez

TYPE : TEXT. 5 sur 437 répondants ont répondu à cette question. (432 étaient sans données.)

Valeur	Fréquence	Pourcentage
Ne sait pas	3	0.69
Certaines femmes ont été excisées et veulent faire subir le même sort à leur progéniture	1	0.23
Refusé répondre	1	0.23



RAPPORT D'ÉVALUATION FINALE GOUKAN #FÉVRIER 2025